



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

PROVINCE OF QUEBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 6 AVRIL 1918

QUEBEC, SATURDAY, 6TH APRIL, 1918.

Nominations

Appointments

Il a plu à Son Honneur l'administrateur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de faire les nominations suivantes :

Québec, le 23 février 1918.

M. John-T. Finnie, médecin, de la cité de Montréal, percepteur du revenu dans le district de Montréal, pour la perception des taxes des corporations commerciales et des revenus pour l'entretien des asiles, des écoles de réforme et d'industrie, des prisons communes et du fonds des bâtisses et des jurés, ainsi que pour la perception de tous les autres revenus qui pourraient être requis de temps à autre. 1299

Québec, le 22 mars 1918.

M. Jean-Baptiste-Irénée Préfontaine, secrétaire-trésorier de la municipalité de Kingsey-Falls, comté de Drummond, juge de paix pour le district d'Arthabaska ;

M.M. Georges Boisvert, rentier et Arthur Lesage, cultivateur, du village de Saint-Léon, comté de Maskinongé, juge de paix pour le district de Trois-Rivières ;

M.M. A.-F. McKinley, comptable, Joseph-Ephrem Prévost, pharmacien, Montréal ; Emery

His Honour the Administrator has been pleased, by and with the advice and consent of the Executive Council, to make the following appointments, viz :

Quebec, 23rd February, 1918.

John T. Finnie, doctor of medicine, to be collector of revenue in the district of Montreal for the collection of taxes on commercial corporations and the revenues for the maintenance of asylums, reformatories and industrial schools common gaols and building and jury fund and the collection of all other revenues which may be required from time to time. 1300

Quebec, 22nd March, 1918.

Jean-Baptiste-Irénée Préfontaine, secretary-treasurer of the municipality of Kingsey Falls, county of Drummond, to be a justice of the peace for the district of Arthabaska ;

Georges Boisvert, annuitant, and Arthur Lesage, farmer, of the village of Saint-Léon, county of Maskinongé, to be justices of the peace for the district of Three Rivers ;

A.-F. McKinley, accountant, Joseph-Ephrem Prévost, druggist, Montreal, Emery L. Lapointe,

Lapointe, marchand, de La Tortue, comté de Laprairie; James-Newton Drummond, gentilhomme, Montréal, juges de paix pour le district de Montréal;

M. L.-M. Collin, gentilhomme, de la Conception, comté de Labelle, juge de paix pour le district d'Ottawa;

M. Luther-E. Carpenter, cultivateur, de Smith's Mills, comté de Stanstead, juge de paix pour le district de Saint-François;

M. Félix Poulin, instituteur, Québec, juge de paix pour le district de Québec.

1301

Il a plu à Son Honneur l'Administrateur de révoquer la commission pour la décision sommaire des petites causes, en date du 9 mars 1906, pour la paroisse de Saint-Jean-Chrysostôme, dans le comté de Châteauguay, et de nommer par commission, en date du 22 mars 1918, M.M. Joseph Chèvrefils, Moïse Viau, Arthur Majeau, Louis Demers et David Ritchie, tous cultivateurs, de Saint-Jean-Chrysostôme, commissaires de ladite cour.

1303

Il a plu à Son Honneur l'Administrateur de révoquer la commission pour la décision sommaire des petites causes, en date du 18 octobre 1915, pour la paroisse de Saint-Mathias-de-Cabano, comté de Témiscouata, et de nommer, par commission, en date du 22 mars 1918, M.M. Emilius Boucher, forgeron, J.-Emile Labrecque, instituteur et William Pelletier, boucher, de Saint-Mathias-de-Cabano, commissaires de ladite cour.

1305

merchant, of La Tortue, county of Laprairie, James Newton Drummond, gentleman, Montreal, to be justices of the peace for the district of Montreal;

L.-M. Collin, gentleman, of La Conception, county of Labelle, to be a justice of the peace for the district of Ottawa;

Luther-E. Carpenter, farmer, of Smith's Mills, county of Stanstead, to be a justice of the peace for the district of Saint-François;

Félix Poulin, school teacher, Quebec, to be a justice of the peace for the district of Quebec.

1302

His Honor the Administrator has been pleased to revoke the commission for the summary trial of small causes dated the 9th March, 1906, of the parish of Saint-Jean-Chrysostôme, in the county of Châteauguay, and to appoint by commission dated the 22nd March, 1918, Messrs. Joseph Chèvrefils, Moïse Viau, Arthur Majeau, Louis Demers and David Ritchie, all farmers of Saint-Jean Chrysostôme, commissioners of said court.

1304

His Honor the Administrator has been pleased to revoke the commission for the summary trial of small cause dated the 18th October, 1915, for the parish of Saint-Mathias-de-Cabano, county of Temiscouata, and to appoint by commission dated the 22nd March, 1918, Messrs. Emilius Boucher, blacksmith, J.-Emile Labrecque, school teacher, and William Pelletier, butcher, of Saint-Mathias-de-Cabano, commissioners of said Court.

1306

Bills privés, parlement fédéral

Private bills, federal parliament

CHAMBRE DES COMMUNES

HOUSE OF COMMONS

RÈGLES CONDENSÉES RELATIVEMENT AUX AVIS DE BILLS PRIVÉS

CONDENSED RULES RESPECTING NOTICES FOR PRIVATE BILLS.

Toute demande de bills privés adressée au Parlement doit être annoncée par un avis publié dans la *Gazette du Canada*, exposant clairement et distinctement la nature et le but de la demande, être signée par ceux qui font la demande ou en leur nom, et porter l'adresse de signataire. Pour une loi de constitution, le nom de la compagnie projetée doit être donné dans l'avis. Si les ouvrages d'une compagnie quelconque doivent être déclarés être à l'avantage général du Canada, la chose doit être formellement mentionnée dans l'avis, et une copie de cet avis doit être expédiée par lettre recommandée au secrétaire de chaque comté ou municipalité qui peut être spécialement intéressé dans ces ouvrages, et aussi au secrétaire de la province dans laquelle ces travaux sont ou pourront être situés; et la preuve de cet envoi s'établit au moyen d'une déclaration statutaire.

Outre l'avis publié comme susdit dans la *Gazette du Canada*, il doit être aussi publié un avis similaire dans un des principaux journaux, comme suit:

1. Pour des lois de constitution en corporation.

(a) d'une compagnie de chemin de fer ou de canaux ou d'une compagnie pour la construction de tout ouvrage spécial, ou pour obtenir des droits ou privilèges spéciaux—dans la principale localité du comté ou du district intéressé;

(b) d'une compagnie de télégraphe ou de téléphone—dans la principale localité de chaque province où la compagnie se propose d'établir un service;

All applications to Parliament for Private Bills, shall be advertised by a notice in the *Canada Gazette*, clearly and distinctly stating the nature and objects of the application, and signed by or on behalf of the applicants, with the address of the party signing the same. For an act of incorporation, the name of the proposed company shall be stated. If the works of any company are to be declared to be for the general advantage of Canada, the same shall be specifically mentioned in the notice, and copy of such notice shall be sent by registered letter to the clerk of each county or municipality which may be specially affected by such work, and also to the secretary of the province in which such works are or may be located; and proof of such service of notice shall be established by statutory declaration.

In addition to the notice in the *Canada Gazette* aforesaid, a similar notice shall be published in some leading newspapers, as follows:

1. For acts of Incorporation.

(a) Of a railway or canal company, or of a company for the construction of any special works, or for obtaining any special rights and privileges—in the principal place in each county or district affected;

(b) Of a telegraph or telephone company—in the principal place in each province in which the company intends to operate;

(c) ou d'une compagnie de banque, une compagnie d'assurance, une compagnie de garantie, une compagnie de prêt ou une compagnie industrielle (sans pouvoirs spéciaux)—dans la *Gazette du Canada* seulement.

(c) Of banks, insurance, trust, loan or industrial companies (without any special powers)—advertise in the *Canada Gazette* only.

2. Pour des amendements à des lois de constitution en corporation

2. For amendments to acts of incorporation:

(a) Pour le prolongement d'une ligne de chemin de fer ou d'un canal ou d'embranchements de ces chemins de fer et canaux—dans la principale localité dans chaque comté intéressé ;

(a) For the extension of a line or railway or canal or branches thereto—in the principal place in each county affected ;

(b) Pour la remise en vigueur ou la continuation d'une charte ou d'une prolongation du délai fixé pour la construction d'ouvrages de toutes sortes, ou pour l'extension des pouvoirs d'une compagnie (lorsqu'elle n'implique pas la concession de nouveaux droits spéciaux)—au siège social de la compagnie ;

(b) For the revival or continuation of charter or for extension of time for the construction of works of any kind, or for enlargement of any of the powers of a company (not involving additional powers)—at the head office of the company ;

(c) Pour la concession de quelques droits ou privilèges spéciaux—dans les localités réellement intéressées.

(c) For the granting of any special powers or privileges—in the localities actually affected.

Tous ces avis doivent être publiés au moins une fois par semaine durant une période de cinq semaines consécutives : et lorsqu'ils sont publiés dans les provinces de Québec ou du Manitoba, ils doivent l'être dans les deux langues, anglaise et française ; et s'il n'y a pas de journal dans l'endroit intéressé, avis doit être donné dans l'endroit le plus rapproché où se publie un journal. La preuve de la publication s'établit en chaque cas par une déclaration statutaire qui doit être envoyée au greffier de la Chambre des Communes.

All such notices shall be published at least once a week for five consecutive weeks ; and in Quebec and Manitoba shall be published in both english and french ; and if there be no newspaper published in the locality affected, such notice shall be given in the next nearest locality wherein a newspaper is published. Proof of publication shall be established in each case by statutory declaration to be sent to the Clerk of the House.

Pour autres détails concernant les avis, pétitions, droits à payer, forme et dépôt du bill, etc., s'adresser au greffier de la Chambre des Communes, à Ottawa, ou voir les règlements de la Chambre relativement aux bills privés, tels que publiés dans la *Gazette du Canada*.

For further particulars as to notices, petitions, fees, form and deposit of bill, etc., address the Clerk of the House of Commons, Ottawa, or see the Rules of the Commons relating to private bills as published in the *Canada Gazette*.

Le Greffier de la Chambre des Communes
369—5-13

The Clerk of the House of Commons.
370—5-13

Lettres patentes

Letters patent

“ La Compagnie de Glace de Cartierville ”.

“ La Compagnie de Glace de Cartierville ”.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par l'administrateur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-unième jour de mars 1918, constituant en corporation M.M. Joseph-Antoine Lalande, médecin-vétérinaire, Edouard Cousineau, cultivateur, Emery Legault, bourgeois, Hermas Robitaille et Omer Robitaille, comptables, tous de la cité et du district de Montréal, et demeurant à Cartierville, dans les buts suivants :

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Administrator of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first March, 1918, incorporating Joseph-Antoine Lalande, veterinary-surgeon ; Edouard Cousineau, farmer ; Emery Legault, gentleman ; Hermas Robitaille and Omer Robitaille, accountants, all of the city and district of Montreal and residing at Cartierville, for the following purposes :

Faire le commerce de glace naturelle ou artificielle sous toutes ses formes, et acquérir et posséder à cette fin tout terrain, machineries, outillage, équipement nécessaire ou utile ; acquérir par achat bail ou autrement des biens-fonds, construire des résidences ou autres bâtiments sur iceux, les développer, les exploiter, améliorer, prendre et détenir les mortgages, hypothèques, biens et charges en garantie du prix d'achat d'aucune propriété immobilière vendue par la compagnie ; acheter, détenir, transférer, vendre, aliéner les parts, le capital, les débetures ou valeurs d'aucune autre corporation aux objets totalement ou partiellement semblables à ceux de la présente compagnie ou exerçant un commerce susceptible d'être exercé au bénéfice direct ou indirect de la présente corporation ;

To deal in natural or artificial ice under all forms and acquire and hold for such purpose any land, machinery, equipment deemed necessary or expedient ; to acquire by purchase, lease or otherwise real estate, construct dwellings or other buildings thereon, develop, exploit, improve same, take and hold mortgages, hypothecs, liens and charges to guarantee the purchase price of any immoveable property sold by the Company ; to buy, hold, transfer, sell, alienate shares, stock, debentures or securities of any other corporation with objects altogether or partly similar to those of the present company or carrying on a business capable of being carried on directly or indirectly to benefit the present corporation ;

Vendre ou autrement disposer de la totalité

To sell or otherwise dispose of the whole or

ou d'aucune partie des biens-fonds ou autres propriétés que possède la compagnie pour les considérations, stipulations et conditions que la corporation croira avantageuses, et accepter en paiement total ou partiel du numéraire, des actions, des débetures, du capital ou des valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la présente corporation ;

Joindre toute autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la présente compagnie ; acquérir et posséder tout commerce, toute franchise, entreprise, propriété, aucuns droits, privilèges, baux, contrats, biens-fonds, capitaux, actif et tous autres droits que la compagnie pourra légalement acquérir sous l'autorité des présentes ;

Distribuer aux actionnaires de la corporation en nature, toutes actions, débetures, valeurs ou propriétés qui appartiennent à la compagnie ;

Employer l'excédent de ses deniers au rachat de ses propres actions, obligations ou autres valeurs ;

Agir comme camionneurs, louer, prêter, vendre, chevaux, voitures, accepter, détenir les articles en gage ou en dépôt et prêter au besoin sur iceux, agir comme propriétaires et gardiens d'entrepôt et droit d'y garder tous objets mobiliers, valeurs ou créances ;

Faire le commerce de foin, grain, denrées de toutes sortes, bois et charbon et autres articles de consommation ;

Garantir tout placement que fera la compagnie comme agent ou autrement ;

Exercer le commerce d'agents d'immeubles généralement, acheter, vendre, et administrer des propriétés et aussi louer les propriétés et en percevoir les revenus, le tout à commission ou par une autre manière de rémunération ; et généralement faire toutes telles choses qui tendent à l'accomplissement des objets de la corporation, sous le nom de "La Compagnie de Glace de Cartierville", avec un capital social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Cartierville, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-unième jour de mars 1918.

Le sous-secrétaire de la province,
1285—14-2 C. J. SIMARD.

"Laiterie Ville-Marie, limitée".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par l'administrateur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-huitième jour de mars 1918, constituant en corporation M.M. Joseph-A. Chênevert, laitier, Maurice-K. Carroll, comptable, Madame Edouard Langstaff, épicière, Joseph-H. Renaud, étudiant, Pierre-Paul Renaud, M.D. et Dr Hermas Deslauriers, tous de Montréal, dans les buts suivants :

Exercer toutes opérations commerciales comme marchands de lait, crème, beurre, fromage et dérivés ou substituts, œufs, glace, viandes, denrées alimentaires, produits agricoles et horticoles, foin, grains, légumes, fruits, animaux ;

Exercer généralement l'industrie de charretiers et distributeurs ;

Construire, entretenir, acheter ou acquérir de quelque façon que ce soit, posséder ou louer toutes propriétés mobilières ou immobilières nécessaires à l'obtention des fins de la compagnie, les vendre, es grever ou autrement en disposer ;

Acheter, acquérir, posséder ou louer tous terrains aptes à la culture agricole, horticole et à l'élevage en général ;

any part of the real estate, or other property owned by the company for such considerations, terms and conditions as the company may think advantageous, and to accept in full or part payment therefor, shares, debentures, stock or securities of any other company the objects of which are wholly or partly similar to those of the present corporation ;

To amalgamate with any other company the objects of which are altogether or partly similar to those of the present company ; to acquire and own any business, franchise, undertaking, property, rights, privileges, leases, contracts, real estate capital stock, assets and any other rights, which the company may legally acquire in virtue hereof ;

To distribute to the shareholders of the corporation, in kind, any shares, debentures, securities or property belonging to the company ;

To use of the excess of its funds to the purchase of its own shares, bonds or other securities ;

To act as carters, lease, loan, sell, horses and vehicles, to accept, hold articles in pledge or deposit and to loan money thereon as need, to act as storekeepers and warehousemen with the right to store and warehouse any moveables, securities or claims ;

To deal in hay, grain, wares of all kinds wood and coal and other consumer's goods ;

To guarantee any investment which the company may make as agent or otherwise ;

To carry on the business of real estate agents generally, to buy, sell and manage and lease property, collect the revenues thereof, the whole on commission or for any other remuneration ; and generally to do all such things as are conducive to the attainment of the objects of the corporation, under the name of "La Compagnie de Glace de Cartierville" with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00) divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Cartierville, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty-first day of March, 1918.

C. J. SIMARD,
1286—14-2 Assistant Provincial Secretary.

"Laiterie Ville-Marie, limitée".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Administrator of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of March, 1918, incorporating M.M. Joseph A. Chênevert, milkman ; Maurice-K. Carroll, accountant ; Madame Edouard Langstaff, grocer ; Joseph-H. Renaud, student ; Pierre-Paul Renaud, M. D., and Dr Hermas Deslauriers, all of Montreal, for the following purposes :

To carry on business as dealers in milk, cream, butter, cheese and derivatives or substitutes, eggs, ice, meat, foodstuff, agricultural and horticultural products, hay, grain, vegetables, fruit, cattle ;

To carry on generally the business of carters and distributors ;

To construct, maintain, purchase or acquire in any manner whatever, hold or lease any moveable or immoveable property necessary for the attainment of the purposes of the company, and sell, pledge or otherwise dispose of same ;

Acheter, construire ou louer des usines pour la fabrication et la préparation des conserves, du beurre, du fromage et des dérivés ou substitués et des entrepôts tels que entrepôts frigorifiques pour leur conservation ;

Se joindre toute autre compagnie et faire des arrangements pour le partage des profits et de la clientèle d'aucune autre compagnie ayant des fins semblables à celles de la présente compagnie, acquérir, détenir, vendre des actions et valeurs de telle compagnie ou en disposer autrement ;

Vendre, affermer ou disposer autrement de la totalité ou partie de l'actif, de cette compagnie pour telle considération de n'importe quelle nature qui sera jugée convenable ;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre tous effets négociables ;

Payer toutes les dépenses incidentes à la promotion de cette compagnie et sa constitution en corporation, aussi les services rendus en rapport avec cette promotion ou constitution en argent ou en actions entièrement acquittées de cette compagnie ou les deux ;

Payer toutes propriétés réelles ou personnelles, droits ou biens pour les fins de cette compagnie soit en argent ou en actions entièrement acquittées de la compagnie ou les deux ;

Faire et exécuter tous autres actes ou choses utiles ou avantageux à l'avancement de l'industrie, biens ou droits de cette compagnie, sous le nom de "Laiterie Ville-Marie, limitée", avec un capital social de quarante neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre mille neuf cents (4,900) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-huitième jour de mars 1918.

Le sous-secrétaire de la province,
1287—14-2 C.-J. SIMARD.

" La Meunerie Modèle, limitée ".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par l'administrateur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du huitième jour de mars 1918, constituant en corporation M.M. Fabien Plourde, cultivateur, Rivière-du-Loup ; Jos. Plourde, cultivateur, Rivière-du-Loup ; Jean-Baptiste Dansereau, gentilhomme ; Jean-François Pouliot, avocat, de Fraserville ; Edouard Côté, cultivateur, Cacouna ; dans les buts suivants :

Exercer un commerce général de grains et de farine, ainsi que de leurs produits et sous produits, en gros et en détail ; moulin toutes les espèces de grains, faire le pain et exercer le commerce de boulangerie ; acheter, vendre, échanger, détenir, louer toutes machineries généralement en usage dans un moulin à farine et dans une boulangerie ; acheter, vendre, échanger, louer, détenir, améliorer, cultiver ou autrement disposer d'aucunes propriétés et terres ; faire l'élevage des animaux ;

Émettre des parts acquittées, des obligations, des débetures ou d'autres valeurs en paiement total ou partiel d'aucune propriété réelle ou personnelle, mobilière ou immobilière, des services rendus ou à rendre à la corporation, des droits, baux, commerce, franchise, entreprises, pouvoirs, privilèges ou des autres avantages que la présente compagnie pourra légalement acquérir ; tirer, faire, accepter, endosser, payer et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats et autres instruments négociables et transférables, sous le nom de "La Meunerie

To purchase, construct or lease workshops for the manufacture and preparation of preserved goods, butter, cheese and foodstuff or substitutes and warehouses such as cold storage for their preservation ;

To amalgamate with any other company and make arrangements for the sharing of profits and the goodwill of any other company having similar purposes to those of this company, and acquire, hold, sell the shares and securities of such company or otherwise dispose of same ;

To sell, lease or otherwise dispose of the whole or part of the assets of the company for such consideration of whatsoever nature that may be deemed advisable ;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue any negotiable instruments ;

To pay for any incidental expenses in the promotion and incorporation of the company and also for services rendered in connection with such promotion or incorporation in cash or fully paid up shares of the company or both ;

To pay for any real or personal estate, rights or property for the purposes of the company in cash or fully paid up shares of the company or both ;

To do and execute all such other acts and things as may be useful or advantageous for the advancement of the business, property or rights of the company, under the name of "Laiterie Ville-Marie, limitée", with a capital stock of forty-nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four thousand nine hundred (4,900) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this 28th day of March, 1918.

C.-J. SIMARD,
1288—14-2 Assistant Provincial Secretary.

" La Meunerie Modèle, limitée ".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Administrator of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of March, 1918, incorporating Fabien Plourde, farmer, Rivière-du-Loup ; Jos. Plourde, farmer, Rivière-du-Loup ; Jean-Baptiste Dansereau, gentleman ; Jean-François Pouliot, barrister, of Fraserville ; Edouard Côté, farmer, of Cacouna ; for the following purposes :

To carry on a general grain and flour business, as well as the products and by-products thereof, wholesale and retail ; to grind all kinds of grain, bake bread and carry on the business of bakers ; to buy, sell, exchange, hold, lease all the machinery generally utilized in a flour-mill and bakery ; to buy, sell, exchange, lease, hold, improve, cultivate or otherwise dispose of any property and lands ; to breed live stock ;

To issue paid up shares, bonds, debentures or other securities in full or part payment of any real or personal, moveable or immoveable property, services rendered or to be rendered to the corporation, rights, leases, business, franchises, undertakings, powers, privileges or other advantages which the present company may legally acquire ; to draw, make, accept, endorse, pay and issue promissory notes, bills of lading, warrants and other negotiable and transferable instruments, under the name of "La Meunerie Modèle, limitée" with a capital stock of fifteen

Modèle, limitée", avec un capital social de quinze mille piastres (\$15,000.00), dont dix mille piastres (\$10,000.00) d'actions privilégiées et cinq mille piastres (\$5,000.00) de commun, divisé en quinze cents (1500) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Fraserville, dans le district de Kamouraska.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce huitième jour de mars 1918.

Le sous-secrétaire de la province,
1215-13-2 C.-J. SIMARD.

thousand dollars (\$15,000.00), being made up of ten thousand dollars (\$10,000.00) of preferred stock and five thousand dollars (\$5,000.00) of common stock, divided into fifteen hundred (1,500) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The principal place of the business of the corporation, will be at Fraserville, in the district of Kamouraska.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eighth day of March, 1918.

C.-J. SIMARD,
1216-13-2 Assistant Provincial Secretary.

Lettres Patentes supplémentaires

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par l'administrateur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 26 mars 1918, à la compagnie "Club L.-O. David, incorporé", changeant son nom en celui de "Club Maisonneuve, incorporé".

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour de mars 1918.

Le sous-secrétaire de la province,
1293-14-2 C.-J. SIMARD.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par l'administrateur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 26 mars 1918 à la compagnie "Great Eastern Paper Company", augmentant son fonds social de la somme de six cent mille piastres (\$600,000.00 à la somme de huit cent mille piastres (\$800,000.00) en actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour de mars 1918.

Le sous-secrétaire de la province,
1295-14-2 C.-J. SIMARD.

Supplementary Letters Patent

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Administrator of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth March, 1918, changing the name of the Company "Le Club L.-O. David" incorporé" to that of "Club Maisonneuve Incorporé".

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty sixth day of March, 1918.

C.-J. SIMARD,
1294-14-2 Assistant Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Administrator of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth March, 1918, increasing the capital stock of the "Great Eastern Paper Company" from the sum of six hundred thousand dollars (\$600,000.00) to that of eight hundred thousand dollars (\$800,000.00) the new stock to be divided into shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty-sixth day of March, 1918.

C.-J. SIMARD,
1296-14-2 Assistant Provincial Secretary.

Département du trésor

Avis est par le présent donné que la "Westmount Soldiers' Wives League" a obtenu un permis et a été enregistrée comme une société charitable à l'effet d'apporter aux femmes, parents et amis de tous les soldats, soit officiers, officiers non-commissionnés ou aux membres de l'état-major, du corps permanent de la milice active du Canada, des relations étroites et sympathiques pour les uns et les autres, qu'ils soient malades ou en santé, ils pourront s'aider et s'assister mutuellement entre eux, ainsi que leurs familles dans les temps de difficultés, de peine et de détresse; et aussi pourvoir au confort des hommes en service actif, le tout au moyen de contributions volontaires, souscriptions, dons ou donations de la part de ses membres ou du public—tel que mentionné dans la déclaration qui a précédé l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, datée du huitième jour de mars 1918.

Donné conformément aux dispositions de l'article 6950 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce vingt et unième jour de mars 1918.

Le surintendant des assurances,
EDW.-E. DUCKWORTH.
Pour le trésorier de la province de Québec.
1181-13-2

Treasury Department

Notice is hereby given that the "Westmount Soldiers' Wives League" has been licensed and registered as a charitable association for the purposes to bring wives, relations and friends of all soldiers, whether officers, non-commissioned officers or men of the staff, permanent corps and active militia of Canada, into closer touch and sympathy with one another, so that whether in sickness or in health, they may be able mutually to aid and assist one another and their families in time of difficulty, trouble and distress; also to provide comforts for our men on active service, the whole by means of voluntary contributions, subscriptions, gifts and donations from its members or from the public—as set forth in the declaration which preceded the authorization of the Lieutenant Governor in Council, dated the eighth day of March, 1918.

Given pursuant to the provisions of article 6950 of Revised Statutes of Quebec, 1909, this twenty first day of March 1918.

EDW.-E. DUCKWORTH,
Superintendent of insurance.
For the Treasurer of the Province of Québec.
1182-13-2

Ministère de l'agriculture

Department of Agriculture

Avis est par le présent donné qu'un syndicat d'élevage a été constitué dans le comté de Bellechasse, sous le nom de "Syndicat d'Élevage de Saint-Michel", avec sa principale place d'affaires dans la municipalité de la paroisse de Saint-Michel, dans le comté de Bellechasse.

Le ministre de l'agriculture,
JOS.-ED. CARON,

Québec, 27 mars 1918. 1271

Notice is hereby given that a Stock Breeders' Syndicate has been constituted in the county of Bellechasse, under the name of "Syndicat d'Élevage de Saint-Michel", with its chief place of business in the municipality of the parish of Saint-Michel, in the county of Bellechasse.

JOS.-ED. CARON,
Minister of Agriculture.

Quebec, 27th March, 1918. 1272

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi concernant les sociétés coopératives agricoles, 1908, monsieur William Gauthier, cultivateur, de la paroisse Warwick, comté d'Arthabaska, et autres, ont formé une société coopérative agricole sous le nom de "Société coopérative agricole de Saint-Médard-de-Warwick", avec sa principale place d'affaires dans la municipalité du village de Warwick, dans le comté d'Arthabaska.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont : l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage, ou des deux, l'achat et la vente d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente de produits agricoles.

Le soussigné, ministre de l'agriculture de la province de Québec, autorise la formation de cette société.

Daté à Québec, le 28 mars 1918.

Le ministre de l'agriculture,
JOS.-ED. CARON.

1279

Notice is hereby given that under the act respecting co-operative agricultural associations, 1908, Mr. William Gauthier, farmer, of the parish of Warwick, county of Arthabaska, and others, have formed a co-operative agricultural association under the name of "Société coopérative agricole de Saint-Médard-de-Warwick," with its chief place of business in the municipality of the village of Warwick, in the county of Arthabaska.

The objects for which the association is formed are : the improvement and development of agriculture or of one or any of its branches, the manufacture of butter or cheese, or both, the purchase and sale of cattle, agricultural implements, commercial fertilizers and other things useful to the agricultural class, the purchase, the keeping, transformation and sale of agricultural products.

The Minister of Agriculture of the Province of Quebec authorizes the formation of the said association.

Dated at Quebec, 28th March, 1918.

JOS.-ED. CARON,
Minister of Agriculture.

1280

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi concernant les sociétés coopératives agricoles, 1908, monsieur Pierre Perreault, cultivateur, de la paroisse de Saint-Albert de Warwick, comté d'Arthabaska, et autres, ont formé une société coopérative agricole sous le nom de "Société coopérative agricole de Saint-Albert-de-Warwick", avec sa principale place d'affaires dans la municipalité de la paroisse de Saint-Albert-de-Warwick, dans le comté d'Arthabaska.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont : l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage, ou des deux, l'achat et la vente d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente de produits agricoles.

Le soussigné, ministre de l'agriculture de la province de Québec, autorise la formation de cette société.

Daté à Québec, le 28 mars 1918.

Le ministre de l'agriculture,
JOS.-ED. CARON.

1281

Notice is hereby given that under the act respecting co-operative agricultural associations, 1908, Mr. Pierre Perreault, farmer, of the parish of Saint-Albert-de-Warwick, county of Arthabaska, and others, have formed a co-operative agricultural association under the name of "Société coopérative agricole de Saint-Albert-de-Warwick", with its chief place of business in the municipality of the parish of Saint-Albert-de-Warwick, in the county of Arthabaska.

The objects for which the association is formed are : the improvement and development of agriculture or of one or any of its branches, the manufacture of butter or cheese, or both, the purchase and sale of cattle, agricultural implements, commercial fertilizers and other things useful to the agricultural class, the purchase, the keeping, transformation and sale of agricultural products.

The Minister of Agriculture of the Province of Quebec authorizes the formation of the said association.

Dated at Quebec, 28th March, 1918.

JOS.-ED. CARON,
Minister of Agriculture.

1282

Avis public est par les présentes donné que le cercle agricole ci-après mentionné ayant transmis au ministère de l'agriculture la déclaration voulue par la loi et s'étant conformé aux exigences de l'article 1861 des Statuts refondus de Québec, 1909, le soussigné autorise la formation de ce cercle qui est, par la présente, constitué en corporation.

Public notice is hereby given that the farmers' club hereinafter mentioned, having transmitted to the Department of Agriculture the declaration required by law, and having complied with all the provisions of article 1861 of the Revised Statutes of Québec, 1909, the undersigned authorizes the formation of such club, which is hereby constituted a corporation.

Dans le comté de Chicoutimi, le cercle ci-dessous est autorisé sous le nom suivant :

" Cercle agricole de la paroisse de Saint-Cyrac".

Le ministre de l'agriculture,
JOS.-ED. CARON,
Québec, le 3 avril 1918. 1291

In the county of Chicoutimi, the undermentioned club is authorized under the following name, to wit :

" Farmers' Club of the parish of Saint Cyriac".
JOS.-ED. CARON,
Minister of Agriculture.
Quebec, 3rd April, 1918. 1292

Actions en séparation de biens

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 3837. Dame Fabiola Desrochers, épouse commune en biens de Wilfrid Desjardins, charretier, de la cité de Montréal, autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Wilfrid Desjardins, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 6 mars 1918.

L'avocat de la demanderesse,
ARTHUR DELISLE,
103 Saint-François-Xavier, Montréal, 18 mars 1918. 1263—13-5

Province de Québec, district de Bedford, No 70. Cour supérieure. Dame Selina Guilbault, épouse de Tyron-W. Schoolcraft, journalier, du canton de Potton, district de Bedford, demanderesse; vs le dit Tyron-W. Schoolcraft, défendeur.

Une action en séparation de biens a été formée contre le défendeur en cette cause.

Le procureur de la demanderesse,
C.-A. NUTTING,
Sweetsburg, 19 mars 1918. 1133—5-2

Province de Québec, district de Terrebonne, No 208. Cour supérieure. Dame Marie-Louise Lafrance, de Montfort, district de Terrebonne, épouse commune en biens de Alphonse Alluisi, cultivateur, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs le dit Alphonse Alluisi, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, ce jour.

L'avocat de la demanderesse,
F.-P. TREMBLAY,
Sainte-Scholastique, 20 mars 1918. 825—12-5

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 273. Dame Elmire Laverdière, des cité et district de Montréal, épouse de Henri Lachance, entrepreneur, du même lieu, a, le 9 mars 1918 intenté une action en séparation de biens contre son mari.

Le procureur de la demanderesse,
C.-A. ARCHAMBAULT,
Montréal, 9 mars 1918. 947—11-5

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 2959. Dame Parmelia Charbonneau, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Ovide Thouin, commis, du même lieu, demanderesse; vs ledit Ovide Thouin, de la cité et du district de Montréal, défendeur.

La demanderesse en cette cause a formé une demande en séparation de biens le 7 mars 1918.

Le procureur de la demanderesse,
J.-L. GODIN,
Montréal, le 14 mars 1918. 1095—12-5

Actions for separation as to property

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 3837. Dame Fabiola Desrochers, wife common as to property of Wilfrid Desjardins, carter, of the city of Montreal, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Wilfrid Desjardins, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on the 6th of March, 1918.

ARTHUR DELISLE,
Attorney for plaintiff.
103 Saint-François-Xavier, Montreal, 18th March, 1918. 1264—13-5

Province of Quebec, district of Bedford, No. 70. Superior Court. Dame Selina Guilbault, wife of Tyron-W. Schoolcraft, of the township of Potton, in the district of Bedford, laborer, plaintiff; vs the said Tyron-W. Schoolcraft, defendant.

An action for separation as to property has been instituted against the defendant herein.

C.-A. NUTTING,
Attorney for plaintiff.
Sweetsburg, 19th March, 1918. 1134—12-2

Province of Quebec, district of Terrebonne, No. 208. Superior Court. Dame Marie-Louise Lafrance, of Montfort, in the district of Terrebonne, wife common as to property of Alphonse Alluisi, farmer, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Alphonse Alluisi, defendant.

An action in separation as to property has been instituted this day, in this case.

F.-P. TREMBLAY,
Attorney for plaintiff.
Sainte Scholastique, 20th March 1918 826—12-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 273. Dame Elmire Laverdière, of the city and district of Montreal, wife of Henri Lachance, contractor, of same place, has, on 9th of March, 1918, instituted an action in separation as to property against her husband.

C.-A. ARCHAMBAULT,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 9th of March, 1918. 948—11-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 2959. Dame Parmelia Charbonneau, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Ovide Thouin, clerk, of the same place, plaintiff; vs the said Ovide Thouin, of the city and district of Montreal, defendant.

The plaintiff in this cause has taken an action for separation as to property on the 7th March, 1918.

J.-L. GODIN,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 14th March, 1918. 1096—12-5

Province de Québec, district de Montréal, No 4752, Cour supérieure. Mary Huot, épouse commune en biens de Moïse Rodrigue, autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Moïse Rodrigue, entrepreneur-peintre, des cité et district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée, ce jour, contre le défendeur par la demanderesse.

L'avocat de la demanderesse,
HORACE-J. GAGNÉ.

Montréal, 6 mars 1918. 959—11-5

Province of Quebec, district of Montreal, No. 4752, Superior Court. Mary Huot, wife common as to property of Moïse Rodrigue, authorized to ester en justice, plaintiff; vs Moïse Rodrigue, master painter, of the city and district of Montreal, defendant.

An action for separation as to property has been instituted, this day, against the defendant by the plaintiff.

HORACE-J. GAGNÉ,
Attorney for plaintiff.

Montreal, 6th March, 1918. 960—11-5

Canada, province de Québec, district de Kamouraska. Cour supérieure. No 6329.

Dame Ernestine Tremblay, de Saint-Cyprien, épouse commune en biens de Joseph Morin, marchand, du même lieu, demanderesse; vs Joseph Morin, marchand de Saint-Cyprien, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée dans cette cause, le 7ième jour de mars 1918.

Les procureurs de la demanderesse,
TASCHEREAU, ROY, CANNON,
PARENT & CASGRAIN.

Fraserville, 12 mars 1918. 1013—11-4

Canada, province of Quebec, district of Kamouraska. Superior Court. No. 6329.

Dame Ernestine Tremblay, of Saint Cyprien, wife common as to property of Joseph Morin, merchant, of the same place, plaintiff; vs Joseph Morin, merchant, of Saint Cyprien, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 7th day of March, 1918.

TASCHEREAU, ROY, CANNON,
PARENT & CASGRAIN,
Attorneys for plaintiff.

Fraserville, 12th March, 1918. 1014—11-4

Canada, province de Québec, district de Québec, No 648. Dame Joséphine Bernier, épouse de Gédéon Beaudoin, judiciairement autorisée à ester en justice, de la cité de Lévis, demanderesse, vs ledit Gédéon Beaudoin, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, en cette cause par la demanderesse contre le défendeur.

Les procureurs de la demanderesse,
BERNIER, BERNIER & deBILLY.

Québec, le 13 mars 1918. 1059

Canada, Province of Quebec, district of Quebec, No. 648. Dame Joséphine Bernier, wife of Gedeon Beaudoin, of the city of Lévis, judicially to ester en justice, plaintiff; vs the said Gedeon Beaudoin, of the said place, defendant.

An action in separation of property has been instituted, this day, in this cause by plaintiff against defendant.

BERNIER, BERNIER & deBILLY,
Attorneys for plaintiff.

Quebec, 13th March, 1918. 1060

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure. No 4712. Dame Lily Lusignan, épouse commune en biens d'Arthur Robillard, comptable, des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs le dit Arthur Robillard, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 19 février 1918.

Le procureur de la demanderesse,
L.-C. MEUNIER.

Montréal, 28 février 1918. 817—10-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court. No. 4712. Dame Lily Lusignan, wife common as to property of Arthur Robillard, book-keeper, of the city and district of Montreal, duly authorized to ester en justice, plaintiff; vs the said Arthur Robillard, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause, on the 19th of February, 1918.

L.-C. MEUNIER,
Attorney for plaintiff.

Montreal, 28th February, 1918. 818—10-5

Province de Québec, district de Québec. No 462. Cour supérieure. Dame Anna McKenzie, épouse de Joseph Breton, menuisier, de la paroisse de Saint-Gervais, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs le dit Joseph Breton, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 25 février 1918.

Les procureurs de la demanderesse,
DROUIN & AMYOT.

Québec, 2 mars 1918. 821—10-5

Province of Quebec, district of Quebec. No. 462. Superior Court. Mrs. Anna McKenzie, of Saint Gervais, wife of Joseph Breton, duly authorized to sue, plaintiff; vs the said Joseph Breton, defendant.

An action in separation has to property has been taken in this cause, the 25th day of February, 1918.

DROUIN & AMYOT,
Solicitors for plaintiff.

Quebec, 2nd March, 1918. 822—10-5

Province de Québec, district de Richelieu, cour supérieure, No 6225. Dame Rose-Alma Beaudreault du village de Masueville, district de Richelieu, épouse de Jean-Baptiste Giguère, boucher, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Jean-Baptiste Giguère, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le sixième jour de mars 1918.

Le procureur de la demanderesse,
C.-J.-C. WURTELE.

929

Province of Quebec, district of Richelieu, superior court, No. 6225. Dame Rose-Alma Beaudreault, of the village of Massueville, in the district of Richelieu, wife of Jean-Baptiste Giguère, butcher, of the same place, duly authorized to "ester en justice", plaintiff; vs the said Jean-Baptiste Giguère, defendant.

An action for separation as to property has been, instituted in this cause, on the sixth day of March, 1918.

C.-J.-C. WURTELE,
Attorney for plaintiff.

930

Cour supérieure, Arthabaska, No 366. Dame Caroline Chrétien, de Victoriaville, épouse commune en biens du défendeur, et dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Paul Boucher, manufacturier, de Victoriaville, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 11 décembre 1917.

Le procureur de la demanderesse,
879—10-5 AUGUSTE QUESNEL.

Province de Québec, district de Montréal, No 256, cour supérieure. Dame Mathilda Richard des cité et district de Montréal, épouse d'Edmond Trahan, du même endroit, entrepreneur, demanderesse; vs Le dit Edmond Trahan, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, ce jour.

L'avocat de la demanderesse,
881—10-2 RENE CHENEVERT.

Superior Court, Arthabaska, No. 366. Dame Caroline Chrétien, wife common as to property of the defendant, of Victoriaville, and duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs Paul Boucher, manufacturer, of Victoriaville, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on 11th December, 1917.

AUGUSTE QUESNEL,
880—10-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, No. 256, Superior Court. Dame Mathilda Richard, of the city and district of Montreal, wife of Edmond Trahan, of the same place, contractor, plaintiff; vs the said Edmond Trahan, defendant.

An action for separation as to property has been taken in this cause, this day.

RENE CHENEVERT,
882—10-2 Attorney for plaintiff.

Avis

Avis est par les présentes donné que le bureau ou domicile légal de ladite compagnie, l'Imprimerie d'Arthabaska, incorporée, au siège principal de ses affaires, est situé dans la bâtisse servant de bureau à M.M. Perrault & Perrault, avocats, de la ville d'Arthabaska, et érigée sur un immeuble formant partie des lots numéros 127 et 128 du cadastre officiel du village d'Arthabaskaville.

Cet avis est donné en conformité de l'article 6023 des Statuts révisés de Québec, 1909.

L'Imprimerie d'Arthabaska, incorporée.
Par le secrétaire,
1277 C.-R. GARNEAU.

Notices

Notice is hereby given that the head office or legal domicile of said company, L'Imprimerie d'Arthabaska incorporée, or principal place of its business is situated in the building office of Messrs. Perrault & Perrault, barristers, of the town of Arthabaska, and erected upon the immovable forming part of the lots numbers 127 and 128 of the official cadastre of the village of Arthabaskaville.

This notice is given pursuant to article 6023 of the Revised Statutes of Quebec, 1909.

L'Imprimerie d'Arthabaska, Incorporée.
C.-R. GARNEAU,
1278 Secretary.

Faillite—avis de

District Saint-François. *In re*: Dame Evariste Bisson, née Josephine Martin, Chartierville, faillie.

Par un ordre de la cour, en date du 28 mars 1918, nous avons été nommés curateurs conjoints aux biens de cette succession.

Les réclamations, dûment attestées, devront être produites à notre bureau sous trente jours de cette date.

Les curateurs conjoints,
TELESPHORE BELANGER,
GEDEON-E. BEGIN,
Bureau de Bélanger & Bégin,
155 rue Wellington.
Sherbrooke, Qué., 28 mars 1918' 1273

Cour supérieure, No 58.
E.-F. Grafton & Sons ont fait cession de leurs biens, et j'ai été nommé gardien provisoire.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Montréal, 26 mars 1918. 1289

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure. Dans l'affaire de Achille Chrétien-Zaugg, insolvable.

Avis est par le présent donné qu'en date du 27 mars 1918, par un ordre de la Cour supérieure, nous avons été nommés curateurs aux biens du sus-nommé.

Notices of Bankruptcy

District of Saint-François. *In re*: Dame Evariste Bisson née Josephine Martin, Chartierville, insolvent.

By an order of this Court, dated the 28th March, 1918, we were appointed joint curators to the property of this estate.

Sworn claims must be filed at our office within thirty days from this date.

TELESPHORE BELANGER,
GEDEON-E. BEGIN,
Joint curators,
Office of Belanger & Bégin,
155 Wellington street.
Sherbrooke, Que., 28th March, 1918. 1274

Superior Court, No. 58.
E.-F. Grafton & Sons have made an abandonment of their property, and I have been appointed provisional guardian.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Montreal, 26th March, 1918. 1290

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court. In the matter of Achille Chrétien-Zaugg, insolvent.

Notice is hereby given that by an order of the Superior Court, dated the 27th March, 1918, we were appointed curators to the above named estate.

Les réclamations dûment attestées, doivent être produites entre nos mains sous trente jours de cette date.

Les curateurs,
J.-A. TURCOTTE,
E.-H. MERRILL.

Bureau de Turcotte & Merrill,
No 97 rue Saint-Jacques, Montréal. 1275

Claims, duly attested, must be filed with us within thirty days from this date.

J.-A. TURCOTTE,
E.-H. MERRILL,
Curators.

Office of Turcotte & Merrill,
No. 97 Saint James street, Montreal. 1276

Vente d'effets non réclamés

Sale of unclaimed baggage

AVIS.

Le 7 mai 1918, à Montréal, les compagnies de messageries "Canadian", "American" et "National" vendront les effets non réclamés en leur possession, antérieurement au 1er mars 1917, dans leurs divisions respectives.

Le surintendant de la "Canadian Express Company",
961—11-6 A.-J. SEATON.

NOTICE.

On 7th May, 1918, at Montreal, the Canadian, American and National Express Companies will sell unclaimed shipments which have been on hand since previous to 1st March, 1917, in their respective divisions.

A.-J. SEATON,
Superintendent, Canadian Express Company.
962—11-6

Ventes par licitation

Sales by Licitacion

Province de Québec, district de Terrebonne, No 897, Cour supérieure. Johnnie Champagne *et al.*, demandeurs; vs Dame Charlotte Champagne *et uxor*, défendeurs. Avis public est par le présent donné que, par et en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, siégeant à Sainte-Scholastique, dans le district de Terrebonne, le 3 octobre 1917, dans une cause dans laquelle Johnnie Champagne, du canton de Grenville, district de Terrebonne, journalier, Jérémie Champagne, de Biggar, dans la province de Saskatchewan, cultivateur, Félix Champagne, du canton d'Arundel, district de Terrebonne, cultivateur, Georges Champagne, d'Arundel, district de Terrebonne, cultivateur, Joseph Champagne, des cité et district de Montréal, journalier, Alexandre Champagne, de Los Angeles, état de la Californie, l'un des états unis d'Amérique, journalier, Dame Alice Champagne, épouse de Georges Marshall, et le dit Georges Marshall tant personnellement que pour autoriser son épouse aux fins des présentes, du canton d'Arundel, district de Terrebonne, cultivateur, tous enfants de feu Joseph Champagne, en son vivant cultivateur, du canton d'Arundel, district de Terrebonne;

Cyrille Champagne et Sévère Champagne, tous deux cultivateurs, du canton Chatham, district de Terrebonne, Méлина Champagne, institutrice, fille majeure et usant de ses droits, dans le canton Chatham, dit district, tous enfants de Cyrille Champagne; Dame Marie Champagne, épouse de Joseph Poulin, cultivateur, du canton Chatham, district de Terrebonne, et le dit Joseph Poulin tant personnellement que pour autoriser son épouse aux fins des présentes, Olive Champagne, des cité et district de Montréal, veuve de feu Onésime Taillon; en son vivant menuisier, des dits cité et district de Montréal, Annie Champagne, fille majeure et usant de ses droits, des cité et district de Montréal;

Isaie Larose, veuf de feu Angéline Champagne, cultivateur, de Biggar, dans la province de Saskatchewan, tant personnellement qu'en sa qualité de tuteur à ses enfants mineurs Alma-Eva Larose, Annie-Méлина Larose et Olivine Larose, tous de Biggar, dans la province de Saskatchewan; Malvina Larose, du même lieu, épouse de Joseph Renaud, journalier, et le dit

Province of Quebec, district of Terrebonne, No. 897, Superior Court. Johnnie Champagne *et al.*, plaintiffs; vs Dame Charlotte Champagne *et uxor*, defendants. Public notice is hereby given that, by and in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Sainte Scholastique, in the district of Terrebonne, on the 3rd October, 1917, in a cause wherein Johnnie Champagne, of Grenville township, district of Terrebonne, laborer, Jérémie Champagne, of Biggar, in the Province of Saskatchewan, farmer, Felix Champagne, of Arundel township, district of Terrebonne, farmer, Georges Champagne, of Arundel, district of Terrebonne, farmer, Joseph Champagne, of the city and district of Montreal, laborer, Alexandre Champagne, of Los Angeles, State of California, one of the United States of America, laborer, Dame Alice Champagne, wife of Georges Marshall, and the said Georges Marshall both personally and to authorize his wife for the purposes hereof, of Arundel township, district of Terrebonne, farmer, all children of the late Joseph Champagne, in his lifetime farmer, of the Arundel township, district of Terrebonne;

Cyrille Champagne and Sévère Champagne, both farmers, of Chatham township, district of Terrebonne, Méлина Champagne, teacher, spinster in the full exercise of her rights, of Chatham township, said district, all children of Cyrille Champagne; Dame Marie Champagne, wife of Joseph Poulin, farmer, of Chatham township, district of Terrebonne, and the said Joseph Poulin both personally and to authorize his wife for the purposes hereof, Olive Champagne, of the city and district of Montreal, widow of the late Onésime Taillon, in his lifetime joiner, of said city and district of Montreal, Annie Champagne, spinster in the full exercise of her rights, of the city and district of Montreal;

Isaie Larose, widower of the late Angéline Champagne, farmer, of Biggar, in the Province of Saskatchewan, both personally and in his quality of tutor to his minor children Alma-Eva Larose, Annie-Melina Larose and Olivine Larose, all of Biggar, in the Province of Saskatchewan; Malvina Larose, of the same place, wife of Joseph Renaud, laborer, and the said

Joseph Renaud, tant personnellement que pour autoriser son épouse aux fins des présentes, Joseph-Philéas Larose, Edmond Larose, de Biggar, dans la province de Saskatchewan, journaliers, Rosanna Larose, épouse de Arthur Burns, cultivateur, de Weir, dans le canton Montcalm, district de Terrebonne, et le dit Arthur Burns tant personnellement que pour autoriser son épouse aux fins des présentes, Angéline Larose, des cité et district de Montréal, fille majeure et usant de ses droits, et Isaïe-Arthur Larose, de Biggar, dans la province de Saskatchewan ;

Philibert Larose, journalier, veuf de feu Vitaline Champagne, de Détroit, dans l'état du Michigan, l'un des états unis d'Amérique, Angéline Larose, épouse de Gabriel Prévost, de la cité d'Alpena, dans l'état du Michigan, l'un des états unis d'Amérique, et le dit Gabriel Prévost tant personnellement que pour autoriser son épouse aux fins des présentes, Arséline Larose, épouse de Honoré Jean, journalier, du même lieu, et le dit Honoré Jean tant personnellement que pour autoriser son épouse aux fins des présentes, Ovina Larose, épouse de Charles Hite, journalier, de la cité de Détroit, dans l'état du Michigan, l'un des états unis d'Amérique, et le dit Charles Hite tant personnellement que pour autoriser son épouse aux fins des présentes, Robertine Larose, épouse de Charles Ritchard, de Rodger City, dans l'un des états unis d'Amérique, et le dit Charles Ritchard, journalier, tant personnellement que pour autoriser son épouse aux fins des présentes, Vitaline Larose, fille majeure et usant de ses droits, de la cité d'Alpena, dans l'état du Michigan, l'un des états unis d'Amérique, Victor Larose, épiciier, et Hector Larose, journalier, tous deux de la cité d'Alpena, dans l'un des états unis d'Amérique, et Philippe Larose, journalier, de la cité de Détroit, dans l'état du Michigan, l'un des états unis d'Amérique, sont demandeurs ; et Dame Charlotte Champagne, épouse de Évangéliste Lafleur, cultivateur, du canton Chatham, district de Terrebonne et le dit Évangéliste Lafleur tant personnellement que pour autoriser son épouse aux fins des présentes, sont défendeurs, ordonnant la licitation d'un certain immeuble désigné comme suit, savoir :

Une terre sise et située dans le canton de Chatham, comté d'Argenteuil, district de Terrebonne, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels pour le dit canton, sous le lot numéro 568—avec bâtisses ci-dessus érigées.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le QUATRIÈME jour de MAI prochain, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice, au village de Sainte-Scholastique, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour ; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à la dite licitation devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication ; et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication ; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Le procureur des demandeurs,

L.-L. LEGAULT,
Sainte-Scholastique, 21 mars 1918. 1183—13-2

Joseph Renaud both personally and to authorize his wife for the purposes hereof, Joseph-Philéas Larose, Edmond Larose, of Biggar, in the Province of Saskatchewan, laborers, Rosanna Larose, wife of Arthur Burns, farmer, of Weir, in Montcalm township, district of Terrebonne, and the said Arthur Burns both personally and to authorize his wife for the purposes hereof, Angéline Larose, of the city and district of Montreal, spinster in the full exercise of her rights, and Isaïe-Arthur Larose, of Biggar, in the Province of Saskatchewan ;

Philibert Larose, laborer, widower of the late Vitaline Champagne, of Detroit, in the State of Michigan, one of the United States of America, Angéline Larose, wife of Gabriel Prévost, of the city of Alpena, in the State of Michigan, one of the United States of America, and the said Gabriel Prévost both personally and to authorize his wife for the purposes hereof, Arselina Larose, wife of Honoré Jean, laborer, of the same place, and the said Honoré Jean both personally and to authorize his wife for the purposes hereof, Ovina Larose, wife of Charles Hite, laborer, of the city of Detroit, in the State of Michigan, one of the United States of America, and the said Charles Hite both personally and to authorize his wife for the purposes hereof, Robertine Larose, wife of Charles Ritchard, of Rodger City, in one of the United States of America, and the said Charles Ritchard, laborer, both personally and to authorize his wife for the purposes hereof, Vitaline Larose, spinster in the full exercise of her rights, of the city of Alpena, in the State of Michigan, one of the United States of America, Victor Larose, grocer, and Hector Larose, laborer, both of the city of Alpena, in one of the United States of America, and Philippe Larose, laborer, of the city of Detroit, in the State of Michigan, one of the United States of America, are plaintiffs ; and Dame Charlotte Champagne, wife of Evangeliste Lafleur, farmer, of Chatham township, district of Terrebonne, and the said Evangeliste Lafleur both personally and to authorize his wife for the purposes hereof, are defendants, ordering the licitation of the following immovable designated as follows, to wit :

That certain farm lying and situate in Chatham township, county of Argenteuil, district of Terrebonne, known and designated on the official plan and book of reference for said township, under the lot number 568—with the buildings thereon erected.

The immovable above described will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder, on the FOURTH day of MAY, 1918, sitting the Court, in the Court room of the Court House, in the village of Sainte-Scholastique, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the protonotary of the said Court ; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the protonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication ; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication ; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

L.-L. LEGAULT,

Attorney for plaintiffs.
Sainte-Scholastique, 21st March, 1918.

Province de Québec, district de Terrebonne, Cour supérieure, No 1007. Dame Ellen Cameron *et al*, demandeurs ; vs Daniel Cameron *et al*, défendeurs.

Avis public est par le présent donné que, sous l'autorité d'un jugement de la Cour supérieure siégeant à Sainte-Scholastique, dans le district de Terrebonne, rendu le dix-huit février 1918, dans une cause dans laquelle Dame Ellen Cameron, du canton Grenville-et annexe, district de Terrebonne, épouse commune en biens de John-B. Johnson, du même lieu, cultivateur, et ledit John-B. Johnson tant personnellement que pour autoriser sadite épouse aux fins des présentes, Dame Emma Cameron, de Vankleek Hill, dans le comté de Prescott, dans la province d'Ontario, épouse séparée de biens de William-M. Allison, cultivateur, du même lieu, et ledit William-M. Allison personnellement et pour autoriser son épouse aux fins des présentes, Dame Jane Cameron, dans la cité d'Ottawa, dans la province d'Ontario, épouse commune en biens d'Alexander O'Neil, contre-maître, du même lieu, et ledit Alexander O'Neil personnellement et pour autoriser sadite épouse aux fins des présentes, sont demandeurs ; et Daniel Cameron, cultivateur, et Louisa Cameron, fille majeure en possession de ses droits, tous deux de Pointe-au-Chêne, dans le canton de Grenville et annexe, district de Terrebonne, et Alexander Cameron, de Marquette, dans l'état du Michigan, dans les états unis d'Amérique, Dame Mary Cameron, de la cité de New-York, dans l'état de New-York, l'un des états unis d'Amérique, épouse de feu Thomas Farrell, en son vivant journalier, de la cité de New-Jersey, dans les états unis d'Amérique, et Charles Cameron, "prospecteur", de Dawson City, dans le district du Yukon, Canada, sont défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, à savoir :

a. Tout l'assortiment d'un magasin situé à Pointe-au-Chêne, ainsi que les créances, billets et hypothèques se montant à environ \$30,000.00, aussi la propriété immobilière ;

b. La partie du lot cadastral No 1, du premier rang de l'augmentation de Grenville, située entre le chemin de fer Canadien Pacifique et la rivière Ottawa ;

c. Le lot connu aux plan et livre de renvoi officiels de l'augmentation de Grenville, comme étant les subdivisions 6 et 7 du lot 2, dans le 1er rang de ladite augmentation de Grenville—avec les bâtisses y érigées ;

d. Le lot connu aux plan et livre de renvoi officiels comme étant la subdivision 5 du lot 2, dans le 1er rang de l'augmentation de Grenville ;

e. Le lot connu aux plan et livre de renvoi officiels de l'augmentation de Grenville comme étant 3-A, du 1er rang, moins la portion vendue à la corporation épiscopale catholique romaine d'Ottawa pour un cimetière, et aussi la portion vendue à André St-Amant ;

f. Le lot connu aux plan et livre de renvoi officiels comme étant 5-B du 6e rang ;

g. Le lot connu aux plan et livre de renvoi officiels de l'augmentation de Grenville comme étant 5-B du 8e rang ;

h. Le lot connu aux plan et livre de renvoi officiels de l'augmentation de Grenville comme étant 9-A du 10e rang dudit canton ;

i. Un lot connu et décrit aux plan et livre de renvoi officiels comme étant le lot 3-B du 1er rang dudit canton—avec bâtisses dessus construites.

L'immeuble ci-haut décrit sera mis à l'enchère et adjugé au plus haut et dernier enchérisseur, le quatrième jour de mai prochain, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice, dans

Province of Quebec, district of Terrebonne, Superior Court, No. 1007. Dame Ellen Cameron *et al*, plaintiffs ; vs Daniel Cameron *et al*, defendants.

Public notice is hereby given that, by and in virtue of a judgment of the Superior Court sitting at Sainte-Scholastique, in the district of Terrebonne, on the eighteenth of February, 1918, in a cause in which Dame Ellen Cameron, of the township of Grenville and augmentation, district of Terrebonne, wife common as to property of John-B. Johnson, of the same place, farmer, and the said John-B. Johnson personally and also to authorize his said wife for the purposes herein, Dame Emma Cameron, of Vankleek Hill, in the county of Prescott, in the Province of Ontario, wife separate as to property of William-M. Allison, farmer, of the same place, and the said William-M. Allison personally and also to authorize his wife for the purposes herein, Dame Jane Cameron, of the City of Ottawa, in the Province of Ontario, wife common as to property of Alexander O'Neil, foreman, of the same place, and the said Alexander O'Neil personally and also to authorize his said wife for the purposes herein, are plaintiffs ; and Daniel Cameron, farmer, and Louisa Cameron, spinster of full age and enjoying her legal rights, both of Pointe-au-Chêne, in the township of Grenville and augmentation, district of Terrebonne, and Alexander Cameron, of Marquette, in the State of Michigan, in the United States of America, Dame Mary Cameron, of the city of New-York, in the State of New-York, one of the United States of America, widow of the late Thomas Farrell, in his lifetime laborer, of the city of New-Jersey, in the United States of America, and Charles Cameron, prospector, of the Dawson City, in the Yukon District, Canada, are Defendants, ordering the licitation of certain immoveables designated as follows, to wit :

a. All the stock in trade of a store situated at Pointe-au-Chêne, and book debts, notes and mortgages amounting to about \$30,000.00 also the following immoveable property ;

b. That portion of cadastral lot No. 1, in the 1st range of the augmentation of Grenville, situated between the Canadian Pacific Railway and the Ottawa river ;

c. The lot known on the official plan and book of reference for the augmentation of Grenville as subdivisions 6 & 7 of lot 2, in the 1st range of the said augmentation of Grenville—with buildings thereon erected ;

d. Lot known on the official plan and book of reference as subdivision 5 of lot 2 in the 1st range of the augmentation of Grenville ;

e. Lot known on the official plan and book of reference of the augmentation of Grenville as 3-A, in the 1st range, less the portion sold to the Roman Catholic Episcopal Corporation of Ottawa for a graveyard, and also that portion sold to André St-Amant ;

f. Lot known on the official plan and book of reference as 5-B, in the 6th range ;

g. Lot known on the official plan and book of reference of the augmentation of Grenville as 5-B in the 8th range ;

h. Lot known on the official plan and book of reference of the augmentation of Grenville as 9-A, in the 10th range of the said township ;

i. A lot known and described on the official plan and book of reference as lot 3-B, in the 1st range of the said township—with buildings thereon erected.

The above described immoveable will be put up at auction and adjudged to the last and highest bidder, on the fourth day of May next, sitting the court, in the court room of the court house,

le village de Sainte-Scholastique, sujet aux charges, clauses et conditions mentionnées dans le cahier des charges déposé au bureau du protonotaire de ladite cour ; et que toute opposition à fin d annuler, à fin de charge ou à fin de distraire, pour être faite à ladite licitation, doit être produite au bureau du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et l'adjudication ; et que toute opposition afin de conserver doit être produite dans les six jours suivant l'adjudication ; et, à défaut par les parties de produire ces oppositions dans les délais impartis aux présentes, elles seront forcloses du droit de le faire.

Le procureur des demandeurs,
L.-L. LEGAULT.
Sainte-Scholastique, le 24 mars 1918.
1211—13-2

in the village of Sainte-Scholastique, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said court ; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication ; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication ; and being the parties in default of filing such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

L.-L. LEGAULT,
Attorney for plaintiffs.
Sainte-Scholastique, 24th March, 1918.
1212—13-2

VENTES PAR LES SHÉRIFS IBERVILLE

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour supérieure.—District d'Iberville.

Saint-Jean, savoir :) JOSEPH LEMIEUX,
No 74.) demandeur ; contre
TIMOTHE TRAHAN, de la paroisse de Sainte-Anne-de-Sabrevois, dit district, Jean-Victor Cartier, curateur.

Comme délaissé en justice par ledit défendeur : Un lopin de terre ou emplacement situé dans la paroisse de Sainte-Anne-de-Sabrevois, de figure irrégulière, contenant cent cinq (105) pieds de front, soixante-quatre pieds (64) de largeur e arrière, sur deux cent vingt-deux pieds (222) de longueur dans la ligne sud, et deux cent vingt-neuf (229) pieds dans la ligne nord, connu et désigné sur le plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Athanase, sous la partie est du numéro cinq (5) de la subdivision du lot numéro cent quarante (P. Est 5-140)—avec une maison d'hôtel et les autres bâtisses y érigées ; cette dite partie est étant bornée au nord par un chemin public, à l'est par un autre chemin public, et au sud par une autre partie du même lot, appartenant ci-devant à M. L.-A. Comeau.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Anne, district d'Iberville, le SEIZIEME jour d'AVRIL prochain (1918), à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
ARTHUR LASNIER.

Bureau du shérif.
Saint-Jean, 14 mars 1918. 1087—11-2
[Première publication, 16 mars 1918.]

SHERIFFS' SALES IBERVILLE

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Iberville.

Saint-John's, to wit :) JOSEPH LEMIEUX,
No. 74.) plaintiff ; against
TIMOTHE TRAHAN, of the parish of Sainte-Anne-de-Sabrevois, said district, and Jean-Victor Cartier, curator.

Property surrendered by said defendant : That certain parcel of land or emplacement situate in the parish of Sainte-Anne-de-Sabrevois, of irregular outline, containing one hundred and five (105) feet in front, sixty four (64) feet in width, in rear, by two hundred and twenty two (222) feet in depth in the south line, and two hundred and twenty nine (229) feet in the north line, known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Saint-Athanase, being the east part of the lot number five (5) of the subdivision of the lot number one hundred and forty (East pt. of 5-140)—with a hotel building and other buildings thereon erected ; said east part being bounded on the north by a public road, on the east by another public road, and on the south by another part of same lot, formerly belonging to Mr. L.-A. Comeau.

To be sold at the church door of the parish of Sainte-Anne, district of Iberville, on the SIXTEENTH day of APRIL next, (1918), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ARTHUR LASNIER,
Sheriff.

Sheriff's office.
Saint-John's, 14th March, 1918. 1088—11-2
[First publication, 16th March, 1918.]

JOLIETTE

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Province de Québec,
District de Joliette,
Cour supérieure,
No 7872.
Joliette, à savoir :
LADOUCEUR, curateur au délaissement.

ZIRMIN CAMPBELL,
demandeur; vs
DAME ALBERTINE
DESROCHES ET AL,
défendeurs; et G.-E.

1. Un emplacement faisant partie du lot No 159, des plan et livre de renvois officiels du cadastre de la ville de Joliette, contenant 63 pieds de front sur 105 pieds de profondeur; borné en front à la rue Saint-Viateur, en arrière à Ismael Marion, d'un côté à la rue Sainte-Angélique et de l'autre côté à Israel Lepage—avec bâtisses;

2. Un emplacement faisant partie du lot No 343 du susdit cadastre de la ville de Joliette, contenant 40 pieds de front sur 90 de profondeur, mesure anglaise; tenant en front à la rue Notre-Dame, en arrière à un nommé Poirier, d'un côté à la rue Saint-Edouard, et de l'autre côté à une partie du dit lot No 343, appartenant à Oscar Perreault—avec bâtisses.

Pour être vendus au bureau du shérif, à Joliette, MARDI, le SEIZE AVRIL mil neuf cent dix-huit, à ONZE heures avant-midi.

Le shérif,
JOSEPH GADOURY,

Bureau du shérif,
District de Joliette, 12 mars 1918. 1061—11-2

[Première publication, 16 mars 1918.]

JOLIETTE

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Province of Quebec,
District of Joliette,
Superior Court,
No. 7872.
Joliette, to wit :
LADOUCEUR, curator to the surrender of property.

ZIRMIN CAMPBELL,
plaintiff; vs DAME
ALBERTINE DES-
ROCHES ET AL, defend-
ants; and G.-E. LA-

1. That certain emplacement forming part of the lot No. 159, of the official cadastral plan and book of reference of the town of Joliette, containing 63 feet in front by 105 feet in depth; bounded in front by Saint-Viateur street, in rear by Ismael Marion, on one side by Sainte Angélique street and on the other side by Israel Lepage—with buildings;

2. That certain emplacement forming part of the lot No. 343 of the aforesaid cadastre of the town of Joliette, containing 40 feet in front by 90 in depth, English measure; bounded in front by Notre-Dame street, in rear by a party named Poirier, on one side by Saint Edouard street, and on the other side by a part of said lot No. 343, belonging to Oscar Perreault—with buildings.

To be sold at the office of the sheriff, at Joliette, on TUESDAY, the SIXTEENTH day of APRIL, one thousand nine hundred and eighteen, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JOSEPH GADOURY,
Sheriff.

Sheriff's office.
District of Joliette, 12th March, 1918.

1062—11-2
[First publication, 16th March, 1918.]

MONTRÉAL

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir :
No 5146.
EMERY ALIAS EMERIL
PEPIN, demandeur;
contre HENRI SAURIOL et "THE RECOLLET
LAND COMPANY, LIMITED, corps politique
et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires
dans les cité et district de Montréal, défendeur.

Comme appartenant à The Recollet Land Company, Limited.

Les lots de terre désignés aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Joseph-de-la-Rivière-des-Prairies, dans le comté d'Hochelega, sous les numéros suivants de la subdivision officielle du lot No 165 :

1. Les lots Nos 680, 681, 682, 683, 684, 762, 763, 764, 765, 766, 767, 768, 846, 847, 848, 849, 850, 851, 852, 895, 894, 893, 897, 898, 899, 900, 901, 919, 920, 921, 922, 923, 924, 925, 943, 944, 945, 946, 947, 948, 949, 967, 968 et 969; tous bornés en front par la 4^{ème} rue ;

2. Les Nos 445, 446, 447, 448, 449, 471, 472, 473, 474, 475, 476, 477, 555, 556, 557, 558, 559, 560, 561, 602, 603, 604, 606, 607, 608, 609, 610, 686, 687, 688, 689, 690, 691, 692, 770, 771, 772, 773, 774, 775, 776, 854, 855, 856; tous bornés en front par la 3^{ème} rue ;

3. Les Nos 231, 232, 233, 234, 235, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 377, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 479, 480, 481, 482, 483, 484, 485, 563, 564 et 565; bornés en front par la 2^{ème} rue ;

4. Les Nos 58, 59, 60, 61, 62, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 183, 184, 185, 187, 188, 189, 190, 191, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 291, 292, 293, 294,

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit :
No. 5146.
EMERY ALIAS EMERIL
PEPIN, plaintiff; againts
HENRI SAURIOL and THE RECOLLET LAND
COMPANY, LIMITED, a body politic and corpo-
rate having its principal place of business in the
city and district of Montreal, defendants.

As belonging to the Recollet Land Company, Limited.

The lots of land designated on the official plan and book of reference of the parish of Saint-Joseph-de-la-Rivière-des-Prairies, in the county of Hochelaga, under the following numbers of the official subdivision of lot No. 165:

1. The lots Nos. 680, 681, 682, 683, 684, 762, 763, 764, 765, 766, 767, 768, 846, 847, 848, 849, 850, 851, 852, 895, 894, 893, 897, 898, 899, 900, 901, 919, 920, 921, 922, 923, 924, 925, 943, 944, 945, 946, 947, 948, 949, 967, 968 and 969; all fronting on 4th street ;

2. The Nos. 445, 446, 447, 448, 449, 471, 472, 473, 474, 475, 476, 477, 555, 556, 557, 558, 559, 560, 561, 602, 603, 604, 606, 607, 608, 609, 610, 686, 687, 688, 689, 690, 691, 692, 770, 771, 772, 773, 774, 775, 776, 854, 855, 856; all fronting on 3rd street ;

3. The Nos. 231, 232, 233, 234, 235, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 377, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 479, 480, 481, 482, 483, 484, 485, 563, 564 and 565; fronting on 2nd street ;

4. The Nos. 58, 59, 60, 61, 62, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 183, 184, 185, 187, 188, 189, 190, 191, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 291, 292, 293, 294,

295, 296, 297, 345, 346 et 347; bornés en front par la 1ère rue ;

5. Les Nos 979, 977, 976, 975, 974, 973, 972, 970, 965, 964, 963, 962, 961, 960, 959, 950, 812, 813, 814, 815, 816, 817, 818, 819, 820, 821, 822, 823, 824, 825, 826, 827, 828, 829, 830, 831, 832, 833, 834, 835, 836, 837, 838, 839, 840, 841, 842, 843, 844, 845, 857, 859, 860, 861, 862, 863, 864, 865, 866, 867, 868, 869, 870, 871, 872, 873, 874, 875, 876, 877, 878, 879, 880, 881, 882, 883, 884, 885, 886, 887, 888, 889, 890, 891, 892, 486, 521, 522, 523, 524, 525, 526, 527, 528, 529, 530, 531, 532, 533, 534, 535, 536, 537, 538, 539, 540, 541, 542, 543, 544, 545, 546, 547, 548, 549, 550, 551, 552, 553, 554, 566, 567, 568, 569, 570, 571, 572, 573, 574, 575, 576, 577, 578, 579, 580, 581, 582, 583, 584, 585, 586, 587, 588, 589, 590, 591, 592, 593, 594, 595, 596, 597, 598, 599, 600, 601, 298, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 115, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182; bornés en front par l'avenue Sauriol ;

6. Les lots Nos 926, 935, 936, 937, 938, 939, 940, 941, 951, 952, 953, 954, 955, 956, 957, 693, 728, 729, 730, 731, 732, 733, 734, 735, 736, 737, 738, 739, 740, 741, 742, 743, 744, 745, 746, 747, 748, 749, 750, 751, 752, 753, 754, 755, 756, 757, 758, 759, 760, 761, 777, 778, 779, 780, 781, 782, 783, 784, 785, 786, 787, 788, 789, 790, 791, 792, 793, 794, 795, 796, 797, 798, 799, 800, 801, 802, 803, 804, 805, 806, 807, 808, 809, 810, 404, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 458, 465, 466, 467, 468, 469, 470, 487, 488, 489, 490, 491, 492, 493, 494, 495, 496, 497, 498, 499, 500, 501, 502, 503, 504, 505, 506, 507, 508, 509, 510, 511, 512, 513, 514, 515, 516, 517, 518, 519, 244, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 71, 881, 891, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132; bornés en front par l'avenue Morin ;

7. Les lots Nos 902, 911, 912, 913, 914, 915, 916, 917, 927, 928, 929, 930, 931, 932, 933, 611, 646, 647, 648, 649, 650, 651, 652, 653, 654, 655, 656, 657, 658, 659, 660, 661, 662, 663, 664, 665, 666, 667, 668, 669, 670, 671, 672, 673, 674, 675, 676, 678, 679, 694, 695, 696, 697, 698, 699, 700, 701, 702, 703, 704, 705, 706, 708, 709, 710, 711, 712, 713, 714, 715, 716, 717, 718, 719, 720, 721, 722, 723, 724, 725, 726, 432, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 459, 460, 461, 462, 463, 378, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 405, 406, 407, 408, 409, 192, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 27, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 56, 57, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86; tous bornés en front par la rue Brown ;

8. Les lots Nos 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 112, 113, 114, 160, 161 et 162; tous bornés en front par le chemin public.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-NEUVIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Le député-shérif,

P.-M. DURAND.

Bureau du shérif.

Montréal, 13 mars 1917.

1065—11-2

[Première publication, 16 mars 1918.]

295, 296, 297, 345, 346 and 347; fronting on 1st street ;

5. The Nos. 979, 977, 976, 975, 974, 973, 972, 970, 965, 964, 963, 962, 961, 960, 959, 950, 812, 813, 814, 815, 816, 817, 818, 819, 820, 821, 822, 823, 824, 825, 826, 827, 828, 829, 830, 831, 832, 833, 834, 835, 836, 837, 838, 839, 840, 841, 842, 843, 844, 845, 857, 859, 860, 861, 862, 863, 864, 865, 866, 867, 868, 869, 870, 871, 872, 873, 874, 875, 876, 877, 878, 879, 880, 881, 882, 883, 884, 885, 886, 887, 888, 889, 890, 891, 892, 486, 521, 522, 523, 524, 525, 526, 527, 528, 529, 530, 531, 532, 533, 534, 535, 536, 537, 538, 539, 540, 541, 542, 543, 544, 545, 546, 547, 548, 549, 550, 551, 552, 553, 554, 566, 567, 568, 569, 570, 571, 572, 573, 574, 575, 576, 577, 578, 579, 580, 581, 582, 583, 584, 585, 586, 587, 588, 589, 590, 591, 592, 593, 594, 595, 596, 597, 598, 599, 600, 601, 298, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 115, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182; fronting on Sauriol avenue ;

6. The lots Nos. 926, 935, 936, 937, 938, 939, 940, 941, 951, 952, 953, 954, 955, 956, 957, 693, 728, 729, 730, 731, 732, 733, 734, 735, 736, 737, 738, 739, 740, 741, 742, 743, 744, 745, 746, 747, 748, 749, 750, 751, 752, 753, 754, 755, 756, 757, 758, 759, 760, 761, 777, 778, 779, 780, 781, 782, 783, 784, 785, 786, 787, 788, 789, 790, 791, 792, 793, 794, 795, 796, 797, 798, 799, 800, 801, 802, 803, 804, 805, 806, 807, 808, 809, 810, 404, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 458, 465, 466, 467, 468, 469, 470, 487, 488, 489, 490, 491, 492, 493, 494, 495, 496, 497, 498, 499, 500, 501, 502, 503, 504, 505, 506, 507, 508, 509, 510, 511, 512, 513, 514, 515, 516, 517, 518, 519, 244, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 71, 881, 891, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132; fronting on Morin avenue ;

7. The lots Nos. 902, 911, 912, 913, 914, 915, 916, 917, 927, 928, 929, 930, 931, 932, 933, 611, 646, 647, 648, 649, 650, 651, 652, 653, 654, 655, 656, 657, 658, 659, 660, 661, 662, 663, 664, 665, 666, 667, 668, 669, 670, 671, 672, 673, 674, 675, 676, 678, 679, 694, 695, 696, 697, 698, 699, 700, 701, 702, 703, 704, 705, 706, 708, 709, 710, 711, 712, 713, 714, 715, 716, 717, 718, 719, 720, 721, 722, 723, 724, 725, 726, 432, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 459, 460, 461, 462, 463, 378, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 405, 406, 407, 408, 409, 192, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 27, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 56, 57, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86; all fronting on Brown street ;

8. The lots Nos. 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 112, 113, 114, 160, 161 and 162; all fronting on the public road.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on th NINETEENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

P.-M. DURAND,

Deputy sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 13th March, 1918.

1066—11-2

[First publication, 16th March, 1918.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir:) **T**HÉOPHILE RUEL,
No 2570.) demandeur; vs **D**A-
ME MARIE-LOUISE-BERNADETTE DU-
RAND, épouse séparée de biens de Philias Ar-
chambault, bourgeois, et le dit Philias Ar-
chambault, pour autoriser son épouse à ester en jus-
tice aux fins des présentes, défenderesse; &
J.-W. LEVESQUE, nommé curateur au délais-
sement, le 25 février 1918.

Deux lots de terre situés à Outremont, cen-
nus et désignés sous les Nos trois cent quatre-
vingt-treize et trois cent quatre-vingt-quatorze
de la subdivision officielle du lot originaire nu-
méro trente-quatre (34-393, 394), aux plan et
livre de renvoi officiels de la municipalité de la
paroisse de Montréal, contenant chacun de ces
lots trente pieds de front par cent cinquante-
cinq pieds de profondeur, mesure anglaise,
plus ou moins; bornés en front par l'avenue
Bloomfield—avec une maison en bois lambrissée
en briques et autres bâtisses y érigées.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de
Montréal, le DIX-HUITIEME jour d'AVRIL
prochain, à DIX heures du matin.

Le député shérif,

P.-M. DURAND.

Bureau du shérif,

Montréal, 13 mars 1918.

1067—11-2

[Première publication, 16 mars 1918.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir:) **A**LBERT PARENT et
No 743.) **W**OLFRED MAR-
TIN, demandeurs; contre **A**LFRÉD CHAR-
RON, **J**OSEPH AUBERTIN, **A**LBERT AU-
BERTIN, ces deux derniers en leur qualité
d'exécuteurs testamentaires de feu Alexandre
Aubertin, fils, et **L**OUIS-OMER DESLIÈRES,
défendeurs.

Comme appartenant à Joseph et Albert Au-
bertin, *ès-qualité*.

1. Une terre située en la paroisse de Saint-
Bruno, au rang du canal, contenant quatre-
vingt-quatre arpents ou environ en superficie,
le tout plus ou moins et étant le lot connu sous
le numéro cent onze (111), sur le plan et au
livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-
Bruno, dans le comté de Chambly; bornée en
front par le chemin du rang du canal, en pro-
fondeur par les terres de la concession du che-
min de Chambly, d'un côté par le numéro offi-
ciel 110, et de l'autre côté par le lot numéro
officiel 112—avec une grange sus ériger;

2. Une autre terre située en la paroisse de
Saint-Hubert, du côté nord-est du chemin de
Chambly, contenant trois arpents et deux pieds
de front sur vingt-un arpents et huit perches
de profondeur dans une ligne et vingt-un
arpents et quatre perches de profondeur dans
l'autre ligne, le tout plus ou moins, étant le lot
connu sous le numéro cinquante-quatre, sur le
plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de
Saint-Hubert, dans le comté de Chambly;
tenant en front au dit chemin de Chambly, en
profondeur à la ligne limitative nord-est de la
paroisse de Saint-Hubert, d'un côté au lot offi-
ciel 53, et de l'autre côté aux lots numéros
officiels 55, 56 et 57—avec une maison et autres
bâtisses sus-érigées.

Pour être vendues, le paragraphe No 1, à la
porte de l'église paroissiale de la paroisse de
Saint-Bruno, le DIX-HUITIEME jour d'A-
VRIL prochain à ONZE heures du matin, et le
paragraphe No 2, à la porte de l'église paroissiale

2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal to wit:) **T**HÉOPHILE RUEL,
No. 2570.) plaintiff; vs **D**A-
ME MARIE-LOUISE-BERNADETTE DURAND,
wife separated as to property of Philias Ar-
chambault, gentleman, and the said Philias
Archambault, to authorize his wife to *ester en jus-
tice* for the purposes hereof, defendant; and J.-
W. LEVESQUE, appointed curator to the pro-
perty surrendered on the 25th February, 1918.

Two lots of land situated at Outremont,
known and designated under the Nos three
hundred and ninety three and three hundred
and ninety four of the official subdivision of the
primitive lot number thirty four (34-393, 394),
on the official plan and book of reference of the
municipality of the parish of Montreal, contain-
ing, each of said lots, thirty feet in front by one
hundred and fifty five feet in depth, English
measure, more or less; fronting on Bloomfield
avenue—with a frame and brick house and other
buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Mont-
real, on the EIGHTEENTH day of APRIL
next, at TEN o'clock in the forenoon.

P.-M. DURAND,

Deputy sheriff.

Sheriff's office,

Montreal, 13th March 1918.

1068—11-2

[First publication, 16th March, 1918.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit:) **A**LBERT PARENT and
No. 743.) **W**OLFRED MARTIN,
plaintiffs; against **A**LFRÉD CHARRON, **J**OSEPH
AUBERTIN, **A**LBERT AUBERTIN, the two latter in their capacity of testamentary
executors of the late Alexandre Aubertin, junior,
and **L**OUIS-OMER DESLIÈRES, defendants.

As belonging to Joseph and Albert Aubertin,
ès-qualité.

1. A farm situate in the parish of Saint Bru-
no, in the canal range, containing about eight
four arpents, more or less, and being the lot
known under the number one hundred and
eleven (111), on the official plan and book of
reference of the parish of Saint Bruno, in the
county of Chambly, bounded in front by the
canal range road, in depth by the lands of the
Chambly road concession, on one side by the
official number 110, and on the other side by
the lot official number 112—with a barn there-
on erected;

2. Another farm situate in the parish of
Saint Hubert, on the northeast side of the
Chambly road, measuring three arpents and
two feet in front by twenty one arpents and
eight perches in depth on one line and twenty
one arpents and four perches in depth on the
other line, all more or less, being the lot known
under the number fifty four, on the official plan
and book of reference of the parish of Saint
Hubert, in the county of Chambly; bounded in
front by the said Chambly road, in depth by
the northeast division line of the parish of
Saint Hubert, on one side by the official lot 53,
and on the other side by the official lot num-
bers 55, 56 and 57—with a house and other
buildings thereon erected.

To be sold, paragraph No. 1, at the paro-
chial church door of the parish of Saint Bruno,
on the EIGHTEENTH day of APRIL next, at
ELEVEN o'clock in the forenoon, and para-
graph No. 2, at the parochial church door of

siale de la paroisse de Saint-Hubert, le DIX-HUITIEME jour d'AVRIL prochain à DEUX-heures de l'après-midi.

Le député shérif,
P.-M. DURAND.

Bureau du shérif,
Montréal, 13 mars 1918. 1069—11-2
[Première publication, 16 mars 1918.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir :) **A.** -E. DE LORIMIER,
No 619.) E.-H. GODIN,
J.-E. MORIER & J.-E. CADOTTE, avocats,
pratiquant ensemble sous le nom de "Delorimier,
Godin, Morier & Cadotte", demandeurs; contre
RECOLLET LAND COMPANY, LIMITED,
une corporation légalement constituée, ayant sa
principale place d'affaires en les cité et district
de Montréal, défenderesse.

1. Un lot de terre connu sous le numéro huit de la subdivision officielle du lot numéro cent soixante-dix (170-8), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Joseph, Rivière-des-Prairies; borné en front par le chemin public;

2. Un lot de terre connu sous le numéro neuf de la subdivision officielle du lot numéro cent soixante-dix (170-9), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Joseph, Rivière-des-Prairies; borné en front par le chemin public;

3. Un emplacement composé : a. Du lot de terre connu sous le numéro dix de la subdivision officielle du lot numéro cent soixante-dix (170-10), et b. Du lot de terre connu sous le numéro un de la subdivision officielle du lot numéro cent soixante-cinq (165-1) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Joseph, Rivière-des-Prairies; borné en front par le chemin public;

4. Un lot de terre connu sous le numéro deux de la subdivision officielle du lot numéro cent soixante-cinq (165-2), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Joseph, Rivière-des-Prairies; borné en front par le chemin public.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-HUITIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures du matin.

Le député shérif,
P.-M. DURAND.

Bureau du shérif.
Montréal, 13 mars 1918. 1071—11-2
[Première publication, 16 mars 1918.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour supérieure.—District de Montréal.
Montréal, à savoir :) **R** OCH BRADLEY,
No 2418.) demandeur; vs
WILFRID CYR ET AL, défendeurs.

1. Une terre connue et désignée sous le numéro six cent vingt-trois (623), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Lazare, comté de Vaudreuil, contenant en superficie environ cinquante-quatre arpents et quarante-trois perches—avec maison; grange et autres bâtisses;

2. Une autre terre connue et désignée sous le numéro six cent vingt-quatre (624), aux plan et livre de renvoi officiels susdits, contenant en superficie environ soixante et cinq arpents et quatre-vingt-huit perches—sans bâtisse;

3. Une autre terre connue sous le numéro six cent seize (616), aux plan et livre de renvoi officiels susdits, contenant en superficie environ soixante et trois arpents—sans bâtisse.

Les deux premiers immeubles décrits à être

the parish of Saint Hubert, on the EIGHT-EENTH day of APRIL next, at TWO o'clock in the afternoon.

P.-M. DURAND,
Deputy sheriff.

Sheriff's office,
Montreal, 13th March, 1918. 1070—11-2
[First publication, 16th March, 1918.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit :) **A.** -E. DE LORIMIER,
No. 619.) E.-H. GODIN,
J.-E. MORIER & J.-E. CADOTTE, advocates,
practising together under the name of "Delorimier,
Godin, Morier & Cadotte", plaintiffs; against
RECOLLET LAND COMPANY, LIMITED,
a lawfully constituted corporation, with
its principal place of business in the city and
district of Montreal, defendant.

1. A lot of land known under the number eight of the official subdivision of the lot number one hundred and seventy (170-8), on the official plan and book of reference of the parish of Saint-Joseph, Rivière-des-Prairies; bounded in front by the public road;

2. A lot of land known under the number nine of the official subdivision of the lot number one hundred and seventy (170-9), on the official plan and book of reference of the parish of Saint-Joseph, Rivière-des-Prairies; bounded in front by the public road;

3. An emplacement composed : a. Of the lot of land known under the number ten of the official subdivision of the lot number one hundred and seventy (170-10) and, b. Of the lot of land known under the number one of the official subdivision of the lot number one hundred and sixty five (165-1), on the official plan and book of reference of the parish of Saint-Joseph, Rivière-des-Prairies; bounded in front by the public road;

4. A lot of land known under the number two of the official subdivision of the lot number one hundred and sixty five (165-2), on the official plan and book of reference of the parish of Saint-Joseph, Rivière-des-Prairies; bounded in front by the public road.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the EIGHTEENTH day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

P.-M. DURAND,
Deputy sheriff.

Sheriff's office.
Montreal, 13th March, 1918. 1072—11-2
[First publication, 16th March, 1918.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.
Montreal, to wit :) **R** OCH BRADLEY,
No. 2418.) plaintiff; vs
WILFRID CYR ET AL, defendants.

1. A farm known and designated under the number six hundred and twenty three (623), on the official plan and book of reference of the parish of Saint Lazare, county of Vaudreuil, containing about fifty four arpents and forty three perches—with a house, barn and other buildings;

2. Another farm known and designated under the number six hundred and twenty four (624), on the official plan and book of reference aforesaid, containing about sixty five arpents and eighty-eight perches—without building.

3. Another farm known under the number six hundred and sixteen (616), on the aforesaid official plan and book of reference, containing about sixty three arpents—without building;

The two firstly described immoveables to be

vendus comme une seule et même exploitation, et l'autre en troisième lieu décrit comme une autre exploitation distincte.

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Lazare, le DIX-HUITIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures du matin.

Le député shérif,

P.-M. DURAND.

Bureau du shérif.

Montréal, 13 mars 1918. 1073—11-2
[Première publication, 16 mars 1918.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **LA COMPAGNIE**
No 2751. } **EQUITABLE D'AS-**
SURANCE MUTUELLE CONTRE LE FEU,
corps légalement incorporé, ayant son principal bureau d'affaires dans les cité et district de Montréal, demanderesse, contre **AVILA CHARLEBOIS,** défendeur.

Un emplacement situé en la paroisse de Saint-Ignace-du-Côteau-du-Lac, connu et désigné comme étant le numéro quatre cent dix (410), des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Ignace-du-Côteau-du-Lac, contenant environ 80 pieds de largeur sur environ 100 pieds de profondeur—avec maison et autres bâtisses ci-dessus construites, sous réserve en faveur de Monsieur Georges-Jules Beaudet, ou représentants d'un droit de passage sur cet emplacement d'environ 20 pieds de largeur à prendre le long du terrain du chemin de fer du Grand-Tronc.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Ignace-du-Côteau-du-Lac, le DIX-HUITIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures du matin.

Le député-shérif,

P.-M. DURAND.

Bureau du shérif.

Montréal, 13 mars 1918. 1075—11-2
[Première publication, 16 mars 1918.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **BRUNO NAVERT,**
No 240. } entrepreneur peintre, et **DONAT LANDRY,** marchand, de la cité et du district de Montréal, demandeurs ; vs **WESTWART REALTIES, LIMITED,** société constituée en personne civile, dont le siège social est en la cité et le district de Montréal, défenderesse.

1. Une terre située dans la paroisse de Laprairie, ayant front sur le fleuve Saint-Laurent, contenant environ en superficie vingt-six arpents, mesure française, composé des lots de terre connus et désignés au plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Laprairie comme lots numéros vingt-neuf, trente, cinquante et cinquante et un (29, 30, 50 et 51)—avec les bâtisses dessus érigées à distraire cependant :

A.—Dudit lot originaire numéro 29 du cadastre de la paroisse de Laprairie, les subdivisions 19, 20, 21, 22, 25, 100, 101, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 121, 122, 123, 124 et 126 dudit numéro originaire 29 ;

B.—Dudit lot originaire numéro 30, les subdivisions 20, 21, 22, 23, 26, 60, 61, 62, 63, 85, 213, 214, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 234, 235, 236, 237, 239, 256, 257, 268, 269, 270 et 286 dudit numéro originaire 30.

Le tout formant une seule et même exploitation et pour être vendu en bloc, suivant jugement de l'honorable juge Lamothe, en date du 11 mars 1918.

sold in one plot, and the one thirdly described as a separate plot.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Lazare, on the EIGHTEENTH day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

P.-M. DURAND,

Deputy sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 13th March, 1918. 1074—11-2
[First publication, 16th March, 1918.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **THE EQUITABLE MU-**
No. 2751. } **TUAL FIRE INSU-**
RANCE COMPANY, a lawfully incorporated body, with its principal place of business in the city and district of Montreal, plaintiff ; against **AVILA CHARLEBOIS,** defendant.

An emplacement situate in the parish of Saint-Ignace-du-Côteau-du-Lac, known and designated as being the number four hundred and ten (410), on the official plan and book of reference of the said parish Saint-Ignace-du-Côteau-du-Lac, measuring about 80 feet in width by about 100 feet in depth—with a house and other buildings thereon erected, with reserve in favor of Mr. Georges-Jules Beaudet or representatives of a right of way on the said emplacement of about 20 feet in width along by the Grand Trunk Railway line.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint-Ignace-du-Côteau-du-Lac, on the EIGHTEENTH day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

P.-M. DURAND,

Deputy-sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 13th March, 1918. 1076—11-2
[First publication, 16th March, 1918.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **BRUNO NAVERT,**
No. 240. } master painter, and **DONAT LANDRY,** merchant, of the city and district of Montreal, plaintiffs ; vs **WESTWARK REALTIES, LIMITED,** a body politic and corporate with its principal place of business in the city and district of Montreal, defendant.

1. That certain tract of land situate in the parish of Laprairie, fronting on the Saint-Lawrence river, containing about twenty six arpents in superficies, French measure, composed of the lots of land known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Laprairie as being the lots numbers twenty nine, thirty five and fifty one (29, 30, 50 and 51)—with the buildings thereon erected. To be deducted however :

A.—From said original lot number 29 of the cadastre of the parish of Laprairie, the subdivisions 19, 20, 21, 22, 25, 100, 101, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 121, 122, 123, 124 and 126 of said original number 29 ;

B.—From said original lot number 30, the subdivisions 20, 21, 22, 23, 26, 60, 61, 62, 63, 85, 213, 214, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 234, 235, 236, 237, 239, 256, 257, 268, 269, 270 and 286 of said original number 30.

The whole forming one single plot of land and to be sold as a whole *en bloc*, by judgment of the Honourable Justice Lamothe, dated the 11th March, 1918.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Laprairie, le DIXIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 3 avril 1918. 1327—14-2
[Première publication, 6 avril 1918.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir :) **THE TRUST & LOAN**
No 1279.) **COMPANY OF CANADA**, corporation légalement constituée, ayant sa principale place d'affaires pour la province de Québec, en les cité et district de Montréal, demandeur ; vs **OLIER JUTRAS**, défendeur, et **SYLVESTRE D'AMBROSIO**, mis-en-cause.

Comme appartenant audit défendeur :

Un emplacement ayant front sur la rue Panet, en la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro cent vingt-trois (123), aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie—avec les bâtisses dessus érigées et avec droit de passage dans la ruelle située en arrière.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIXIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 3 avril 1918. 1329—14-2
[Première publication, 6 avril 1918].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir :) **FRANÇOIS-DE-SALES-**
No 489.) **A. BASTIEN, ES-**
QUALITÉ, demandeur ; vs **DAME EUGENIE BRENNAN**, épouse contractuellement séparée de Maxime Lesage, et ce dernier en autant que besoin est pour autoriser son épouse aux fins des présentes, défenderesse ; et **RAYMOND MASSON ET AL. ES-NOM ES-QUALITÉ**, demandeurs par reprise d'instance.

Comme appartenant à la dite défenderesse :

Un emplacement ayant front sur la rue Mont-Royal dans la cité de Montréal, mesurant vingt-pieds de largeur par une profondeur de quatre-vingts pieds, mesure anglaise, plus ou moins, connu et désigné sous le No quatre de la subdivision officielle du lot No cent cinquante-neuf, (159-4), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis—avec une maison et autres dépendances dessus construites et droit de passage dans la ruelle en arrière du dit emplacement.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIXIEME jour de MAI prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 3 avril 1918. 1331—14-2
[Première publication, 6 avril 1918.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir :) **JOHN MURPHY**, de-
No 3669.) **mandeur ; vs Rv. CHS. KELZ**, ès-qual., défendeur.

Un lot de terre étant la partie nord-ouest du lot connu et désigné sous le numéro cinq cent cinquante-quatre (part N. O. 554), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Anne, division d'enregistrement de Montréal-Ouest,

To be sold at the parochial church door of the parish of Laprairie, on the TENTH day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 3rd April, 1918. 1328—14-2
[First publication, 6th April, 1918.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit :) **THE TRUST & LOAN**
No. 1279.) **COMPANY OF CANADA**, a body politic and corporate, duly incorporated, having its principal place of business for the province of Quebec, in the city and district of Montreal, plaintiff ; vs **OLIER JUTRAS** defendant, and **SYLVESTRE D'AMBROSIO**, *mis-en-cause*.

As belonging to said defendant :

That certain emplacement fronting on Panet street, in the city of Montreal, known and designated under the number one hundred and twenty three (123), on the official plan and book of reference of Saint Mary's ward—with the buildings thereon erected and a right of way in the lane at the rear.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TENTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 3rd April, 1918. 1330—14-2
[First publication, 6th April, 1918].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit :) **FRANÇOIS-DE-SALES-A.**
No. 489.) **BASTIEN, ES-QUALITÉ**, plaintiff ; vs **DAME EUGENIE BRENNAN**, wife contractually separated as to property of Maxime Lesage, and the latter in so far as needs be to authorize his wife for the purposes hereof, defendant, and **RAYMOND MASSON ET AL. ES-NOM ET QUALITÉ**, plaintiffs in continuance of suit.

As belonging to said defendant :

That certain emplacement fronting on Mont-Royal street, in the city of Montreal, measuring twenty feet in width by a depth of eighty feet, English measure, more or less, known and designated under the number four of the official subdivision of the lot number one hundred and fifty nine (159-4), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint-Louis—with a house and other dependencies thereon erected and a right of way in the lane in rear of said emplacement.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TENTH day of MAY next, at TWO o'clock in the afternoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 3rd April, 1918. 1332—14-2
[First publication, 6th April, 1918.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit :) **JOHN MURPHY**, plain-
No. 3669.) **tiff ; vs REV. CHAS. KELZ**, ès-qual., defendant.

A lot of land being the north west part of the lot known and designated under the number five hundred and fifty four (554 n. w. part), on the official plan and book of reference of Saint-Ann's ward, registration division of Montreal—

dans la cité de Montréal; lequel lot de terre est borné en front par la rue Saint-Patrick et mesure 40 pieds de front par 46 pieds de profondeur dans la ligne sud-ouest, et environ 69 pieds dans la ligne nord-est—avec les maisons dessus construites, portant les numéros civiques 20, 20a, 22 et 22a de ladite rue Saint-Patrick et actuellement en la possession du défendeur, le rév. Père Chas Kelz, en sa qualité d'exécuteur nommé au dernier acte de volonté et testament de défunte Dame Mary-Ann Murphy.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIXIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 3 avril 1918. 1333—14-2
[Première publication, 6 avril 1918.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } ISAIE DUGAS, deman-
No 1987. } deur; vs SYLVESTRE
D'AMBROSIO, défendeur.

Un lot de terre ayant front sur la rue Alexandra, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le lot No 1643 de la subdivision officielle du lot No 11, aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, mesurant 25 pieds de largeur par quatre-vingts pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins—avec toutes les bâtisses dessus construites;

Un lot de terre ayant front sur la rue Alexandra, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le lot No 1644 de la subdivision officielle du lot No 11, aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, mesurant 25 pieds de largeur par quatre-vingts peds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins—avec es bâtisses dessus construites.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal le DIXIEME jour de MAI prochain, à MIDI.

Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 3 avril 1918. 1323—14-2
[Première publication, 6 avril 1918.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } JEAN-PIERRE ROUX,
No 2219. } médecin, ALFRED
GIRARD, avocat, l'Hon. RODOLPHE LE-
MIEUX, avocat, HORMISDAS PELLETIER,
avocat, JOSEPH-AVILA RANGER médecin,
ANTHIME-S. ARCHAMBAULT, avocat, FA-
BIUS RUEL, ingénieur civil, NAPOLEON-Z.
CORDEAU, employé civil, J.-ERNEST BE-
DARD, employé civil, NARCISSE NOLIN,
entrepreneur, JOSEPH BRUNET, entrepreneur,
JOSEPH GIRARD, entrepreneur, ALFRED
MARTINEAU, entrepreneur, NAZAIRE SI-
MONEAU entrepreneur, JOSEPH-ALPHON-
SE MOUSSEAU, entrepreneur, DAME AL-
PHONSINE MARIN, épouse contractuellement
séparée de biens de Wilfrid Tremblay, rentier,
et ce dernier en autant que besoin est pour au-
toriser et assister sa dite épouse aux fins des pré-
sentes, tous de la cité et du district de Montréal;
ARCADE BISSONNETTE, marchand, de Les-
Cèdres, dans le district de Montréal, DAME
LUCIE-ADOUILDA LAVOIE, de Saint-Hubert,
dans le district de Montréal, veuve de feu
Alexandre Tremblay, en son vivant cultivateur,
du même lieu, tant personnellement comme
ayant été en communauté de biens avec ce der-

West, in the city of Montreal; which lot of land is bounded in front by Saint-Patrick street and contains 40 feet in front by 46 feet in depth on the south west line, and about 69 feet on the north east line—with the houses thereon erected, bearing civic numbers 20, 20a, 22 and 22a on said Saint-Patrick street, and actually in the possession of the defendant, Rev. Chas Kelz, in his quality as executor to the last will and testament of the late Dame Mary-Ann Murphy.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TENTH day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 3rd April, 1918. 1334—14-2
[First publication, 6th April, 1918.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } ISAIE DUGAS, plaintiff;
No. 1987. } vs SYLVESTRE D'AM-
BROSIO, defendant.

That certain lot of land fronting on Alexandra street, in the city of Montreal, known and designated as being the lot No. 1643 of the official subdivision of the lot No. 11, on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis, measuring 25 feet in width by eighty feet in depth, English measure more or less—with all the buildings thereon erected;

That other lot of land fronting on Alexandra street, in the city of Montreal, known and designated as being the lot No. 1644 of the official subdivision of the lot No. 11, on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis, measuring 25 feet in width by eighty feet in depth, English measure, more or less—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TENTH day of MAY next, at TWELVE o'clock noon.

L.-J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 3rd April, 1918. 1324—14-2
[First publication, 6th April, 1918.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } JEAN-PIERRE ROUX,
No. 2219. } physician, ALFRED GI-
RARD, advocate, Hon. RODOLPHE LE-
MIEUX, advocate, HORMISDAS PELLETIER,
advocate, JOSEPH-AVILA RANGER, physi-
cian, ANTHIME-S. ARCHAMBAULT, advo-
cate, FABIUS RUEL, civil engineer, NAPO-
LEON-Z. CORDEAU, civil employee, J.-ER-
NEST BEDARD, civil employee, NARCISSE
NOLIN, contractor, JOSEPH BRUNET, con-
tractor, JOSEPH GIRARD, contractor, AL-
FRED MARTINEAU, contractor, NAZAIRE
SIMONEAU, contractor, JOSEPH-ALPHONSE
MOUSSEAU, contractor, DAME ALPHONSI-
NE MARIN, wife separated as to property by
marriage contract of Wilfrid Tremblay, annuit-
ant, and the latter in so far as need be to author-
ize and assist his said wife for the purposes
hereof, all of the city and district of Montreal;
ARCADE BISSONNETTE, merchant, of Les-
Cèdres, in the district of Montreal, DAME
LUCIE-ADOUILDA LAVOIE, of Saint Hubert,
in the district of Montreal, widow of the late
Alexandre Tremblay, in his lifetime farmer,
of the same place, both personally and as being
in community of property with the latter as in

nier qu'en sa qualité de seule exécutrice testamentaire de ce dernier, FREDERIC DESMARAIS, marchand, et J.-EDMOND ROBERT, cultivateur, ces deux derniers de la ville de Marieville, dans le district de Saint-Hyacinthe, demandeurs ; vs ZENON BOURDEAU, ACHILLE C.-A. BISSONNETTE, J.-EDOUARD MORANVILLE, ARSENE BOUCHARD, ARTHUR CHARBONNEAU, EDOUARD LORTIE, ALFRED GIRARD, J.-S.-CHARLES LETENDRE, J.-ALPHONSE BILODEAU, tous de la cité et du district de Montréal, THEODE DUPRAS, SIGNARD DUPRAS, ADHEMAR DUPRAS, AZILDA DUPRAS, épouse commune en biens de Théophile Dupras, et ce dernier personnellement pour autoriser et assister sadite épouse aux fins des présentes et comme chef de la communauté de biens existant entre cette dernière et lui, ces cinq derniers de ladite cité de Montréal; EDMOND DUPRAS, WHILHELMINE DUPRAS, épouse commune en biens de Camille Dupras, et ce dernier personnellement pour autoriser et assister sadite épouse aux fins des présentes et comme chef de la communauté de biens existant entre cette dernière et lui, ces trois derniers de Saint-Henri-de-Mascouche, dans le district de Terrebonne, ESTHEL DUPRAS, épouse séparée de biens de Charles Brosseau, et ce dernier en autant que besoin est pour autoriser et assister sadite épouse aux fins des présentes, COME DUPRAS, CORSINIE DUPRAS, épouse judiciairement séparée de biens de Zoel Martel, et ce dernier pour autoriser et assister sadite épouse aux fins des présentes, ces cinq derniers de ladite cité de Montréal, SYLVANIE DUPRAS, de Saint-Henri-de-Mascouche dans le district de Terrebonne, tous les Dupras en leur qualité d'héritiers légaux de feu Louis-Joseph-Armand Dupras, en son vivant de ladite cité de Montréal, défendeurs.

Ces terrains ou emplacements situés dans le quartier Mont Royal, de la cité de Montréal, ayant front sur une rue projetée sous le nom de l'Avenue Maplewood " connus et désignés comme étant les lots numéros trois cent trois, trois cent quatre, trois cent cinq, trois cent six, trois cent sept, trois cent soixante-treize, trois cent soixante-quatorze, trois cent soixante-quinze, trois cent soixante-seize, et trois cent soixante-dix-sept de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent trente (No 130-303, 304, 305, 306, 307, 373, 374, 375, 376 et 377), aux p'an et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte-des-Neiges, ainsi que tout set trouve actuellement avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occulte attachées auxdits immeubles—sans bâtisse, possédés comme suit, ma's par ndivis, le défendeur Zénon Bourdeau cinquante-six-cinq cent quatre (56-504), défendeur A.-C.-A. Bissonnette cinquante-six-cinq cent quatre (56-504), défendeur J.-E. Moranville vingt-huit-cinq cent quatre (28-504), défendeur Arsène Bouchard vingt-huit-cinq cent quatre (28-504), défendeur Edouard Lortie cent douze-cinq cent quatre (112-504), défendeur A. Girard, cinquante-six-cinq cent quatre (56-504), J.-S.-C. Letendre cinquante-six-cinq cent quatre (56-504), défendeur Théode Dupras huit-cinq cent quatre (8-504), défendeur Signard Dupras huit-cinq cent quatre (8-504), défendeur Adhémar Dupras huit-cinq cent quatre (8-504), le défendeur Azilda Dupras et Théophile Dupras huit-cinq cent quatre (8-504), le défendeur Edmond Dupras huit-cinq cent quatre (8-504), les défendeurs Whilhelmine Dupras et Camille Dupras huit-cinq cent quatre (8-504), le défendeur Estelle Dupras deux-cinq cent quatre (2-504), le défendeur Côme Dupras deux-

her quality of sole testamentary executrix of the latter, FREDERIC DESMARAIS, merchant, and J.-EDMOND ROBERT, farmer, the two latter of the town of Marieville, in the district of Saint-Hyacinthe, plaintiffs ; vs ZENON BOURDEAU, ACHILLE C.-A. BISSONNETTE, J.-EDOUARD MORANVILLE, ARSENE BOUCHARD, ARTHUR CHARBONNEAU, EDOUARD LORTIE, ALFRED GIRARD, J.-S.-CHARLES LETENDRE, J.-ALPHONSE BILODEAU, all of the city and district of Montreal, THEODE DUPRAS, SIGNARD DUPRAS, ADHEMAR DUPRAS, AZILDA DUPRAS, wife common as to property of Théophile Dupras, and the latter personally to authorize and assist his said wife for the purposes hereof and as head of the community of property existing between the latter and him, the five latter of the said city of Montreal ; EDMOND DUPRAS, WILHELMINE DUPRAS, wife common as to property of Camille Dupras, and the latter personally to authorize and assist his said wife for the purposes hereof and as head of the community of property existing between the latter and him, the three latter of Saint-Henri-de-Mascouche, in the district of Terrebonne ; ESTHEL DUPRAS, wife separated as to property of Charles Brosseau, and the latter in so far as need be to authorize and assist his said wife for the purposes hereof, COME DUPRAS, CORSINIE DUPRAS, wife judicially separated as to property of Zoel Martel, and the latter to authorize and assist his said wife for the purposes hereof, the five latter of the said city of Montreal ; SYLVANIE DUPRAS, of Saint-Henri-de-Mascouche, in the district of Terrebonne, all the Dupras' in their quality of legal heirs of the late Louis-Joseph-Armand Dupras, in his lifetime of the said city of Montreal, defendants.

The lands or emplacements situate in Mount Royal ward, of the city of Montreal, fronting on a projected street under the name of "Maplewood Avenue", known and designated as being the lots numbers three hundred and three, three hundred and four, three hundred and five, three hundred and six, three hundred and seven, three hundred and seventy three, three hundred and seventy four, three hundred and seventy five, three hundred and seventy six and three hundred and seventy seven of the official subdivision of the primitive lot number one hundred and thirty (Nos. 130-303, 304, 305, 306, 307, 373, 374, 375, 376 and 377), on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte-des-Neiges, as the whole may be presently found with the active and passive servitudes, apparent or occult attached to the said immoveables—without building owned as follows, but undivided, defendant Zénon Bourdeau, fifty six-five hundred and fourths (56-504) defendant A.-C.-A. Bissonnette, fifty six-five hundred and fourths (56-504), defendant J.-E. Moranville, twenty eight-five hundred and fourths (28-504), defendant Arsène Bouchard, twenty eight-five hundred and fourths (28-504), defendant Edouard Lortie one hundred and twelve-five hundred and fourths (112-504), defendant A. Girard, fifty six-five hundred and fourths, (56-504), J.-S.-C. Letendre fifty six-five hundred and fourths (56-504), defendant Théode Dupras eight-five hundred and fourths (8-504), defendant Signard Dupras eight-five hundred and fourths (8-504), defendant Adhémar Dupras eight-five hundred and fourths (8-504), defendant Azilda Dupras and Théophile Dupras eight-five hundred and fourths (8-504), defend-

cinq cent quatre (2-504), le défendeur Corsinie Dupras deux-cinq cent quatre (2-504), le défendeur Sylvanie Dupras deux-cinq cent quatre (2-504), le défendeur J.-A. Bilodeau cinquante-six-cinq cent quatre (56-504).

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le HUITIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 3 avril 1918. 1325-14-2
[Première publication, 6 avril 1918.]

ant Edmond Dupras, eight-five hundred and fourths (8-504) defendants Willhelmine Dupras and Camille Dupras, eight-five hundred and fourths (8-504), defendant Estelle Dupras, two-five hundred and fourths (2-504), defendant Come Dupras two-five hundred and fourths (2-504), defendant Corsinie Dupras, two-five hundred and fourths (2-504), defendant Sylvanie Dupras, two-five hundred and fourths (2-504), defendant J.-A. Bilodeau, fifty six-five hundred and fourths (56-504).

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the EIGHTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriffs' Office.

Montreal, 3rd April, 1918. 1326-14-2
[First publication, 6th April, 1918.]

PONTIAC

Cour du magistrat.

Province de Québec, } D. R. BARRY, de-
District de Pontiac. } mandeur ; contre
No 760. } BOZIEL LAPIÈRE, dé-
fendeur.

Toute la lisière de terre située dans le cinquième rang du canton de l'Île Allumette, dans le district de Pontiac, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton de l'Île Allumette, connue étant le lot numéro quatre (4) des dits rang et canton—avec toutes les bâtisses et dépendances qui s'y rattachent.

Pour être vendue au bureau d'enregistrement du comté de Pontiac, dans le village de Bryson, le DIX-SEPTIEME jour d'AVRIL 1918, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
BERNARD-J. SLOAN.

Le bureau du shérif,
Bryson, Qué., 7 mars 1918. 937-11-2
[Première publication, 16 mars 1918.]

Magistrate's Court.

Province of Quebec, } D. R. BARRY, plain-
District of Pontiac. } tiff ; against
No. 760. } BOZIEL LAPIÈRE, de-
fendant.

All that parcel of tract of land situate in the fifth range of the township of Allumette Island, in the district of Pontiac and known and designated according to the official plan and in the book of reference for the said township of Allumette Island, as lot number four (4) of the said range and township—with all the buildings and appurtenances thereunto belonging.

To be sold at the registrar's office for the county of Pontiac, in the village of Bryson, on the SEVENTEENTH day of APRIL, 1918, at TEN o'clock in the forenoon.

BERNARD-J. SLOAN,
Sheriff.

Sheriff's office.

Bryson, Que., 7th March, 1918. 938-11-2
[First publication, 16th March, 1918.]

QUÉBEC

FIERI FACIAS.

Cour de circuit.

Québec, à savoir : } IGNACE BILODEAU, de
No 5541. } la cité de Québec ; contre
BERNADETTE COTTER, épouse séparée
de biens de J.-P. Coveney, de la cité de Québec,
commis, et ledit J.-P. COVENEY mis en cause
pour assister et autoriser sa dite épouse, à savoir :

1. La subdivision No 52 (cinquante-deux) du lot No 147 (cent quarante-sept) du cadastre officiel pour Notre-Dame-de-Québec maintenant quartier Montcalm, de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Crémazie—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances ;

2. La subdivision No 53 (cinquante-trois) du lot No 147 (cent quarante-sept) du cadastre officiel pour Notre-Dame-de-Québec, maintenant quartier Montcalm, de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Crémazie—avec les bâtisses en construction, circonstances et dépendances ;

3. La subdivision No 34 (trente-quatre) du lot No 146 (cent quarante-six) du cadastre

FIERI FACIAS.

Circuit Court.

Quebec, to wit : } IGNACE BILODEAU, of
No. 5541. } the city of Quebec; against
BERNADETTE COTTER, wife separated as to
property of J.-P. Coveney, of the city, of Quebec,
clerk, and the said J.-P. COVENEY, mis-
n-cause, to assist and authorize his said wife, to wit :

1. The subdivision No. 52 (fifty two) of the lot No. 147 (one hundred and forty seven) of the official cadastre for Notre-Dame-de-Québec, now Montcalm ward, of the city of Quebec, being an emplacement situate on Crémazie street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies ;

2. The subdivision No. 53 (fifty three) of the lot No. 147 (one hundred and forty seven) of the official cadastre for Notre-Dame-de-Québec, now Montcalm ward, of the city of Quebec, being an emplacement situate on Crémazie street—with the buildings under construction, circumstances and dependencies ;

3. The subdivision No. 34 (thirty four) of the lot No. 146 (one hundred and forty six) of the

officiel pour Notre-Dame-de-Québec, maintenant quartier Montcalm, de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Crémazie—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Ces trois lots sujets conjointement à une rente foncière annuelle de \$270.66 payable le 1er de mai à l'Hôte el-Dieu, de Québec:

4. La subdivision No 35 (trente-cinq) du lot No 3758 (trois mille sept cent cinquante-huit) du cadastre officiel pour le quartier Montcalm, de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur la rue de Salaberry—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Sujet à une rente foncière annuelle de \$44.00 payable le 1er de mai à l'Hôte el-Dieu, de Québec.

Pour être vendues à mon bureau, en la cité de Québec le VINGT-SIXIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
CLEOPHAS BLOUIN,

Bureau du shérif.

Québec, 21 mars 1918. 1159—12-2
[Première publication, 23 mars 1918].
[Deuxième publication, 6 avril 1918].

official cadastre for Notre-Dame-de-Quebec, now Montcalm ward, of the city of Quebec, being an emplacement situate on Crémazie street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

The said three lots being subject jointly to a yearly ground rent of \$270.66 payable on the 1st May to the Hotel Dieu, of Quebec;

4. The subdivision No. 35 (thirty five, of the lot No. 3758 (three thousand seven hundred and fifty eight) of the official cadastre for Montcalm ward, of the city of Quebec, being an emplacement situate on de Salaberry street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Subject to a yearly ground rent of \$44.00 payable on the 1st May to the Hotel-Dieu, of Quebec.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the TWENTY SIXTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff.

Sheriff's office.

Québec, 21st March, 1918. 1160—12-2
[First publication, 23rd March, 1918].
[Second publication, 6th April, 1918].

SAINT-HYACINTHE

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.
Saint-Hyacinthe, à savoir: } L E O N A R D
No 11. } C H A R B O N -
NEAU, demandeur; contre LUDGER GAU-
THIER, défendeur.

Trois lots de terre situés dans le township d'Acton (Pointe d'Acton) district de Saint-Hyacinthe, sur le chemin de Durham, connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du dit township d'Acton sous les numéros un, deux et trois (Nos 1, 2 et 3), contenant en superficie totale 265 acres, plus ou moins.

Pour être vendus à la porte de l'église de la ville d'Actonvale, comté de Bagot, le SEPTIEME jour de MAI prochain (1918), à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
JOS.-L. CORMIER.

Bureau du shérif.

Saint-Hyacinthe, 2 avril 1918. 1283—14-2
[Première publication, 6 avril 1918]

TERREBONNE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour supérieure.
Canada, } J.-B. LEFEBVRE,
Province de Québec, } demandeur; vs
District de Montréal. } JOSEPH DEHER-
No 1228. } TOGH, défendeur, à sa-
voir:

Un tiers indivise de deux terrains situés dans la paroisse de Sainte-Thérèse-de-Blainville, district de Terrebonne, connus et désignés aux plan et livre de renvoi de la paroisse de Sainte-Thérèse-de-Blainville, sous les numéros deux cent trente-sept et deux cent quarante et un (237 et 241)—avec toutes les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église catholique de la ville de Sainte-Thérèse-de-Blainville,

SAINT-HYACINTHE

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Saint Hyacinthe.
Saint Hyacinthe, to wit: } L E O N A R D
No. 11. } C H A R B O N -
NEAU, plaintiff; against LUDGER GAU-
THIER, defendant.

Three lots situate in the township of Acton (Pointe d'Acton), district of Saint Hyacinthe, on the Durham road, known and designated on the official plan and book of reference of said township of Acton, under the numbers one, two and three (Nos. 1, 2 and 3), containing in whole superficies 265 acres, more or less.

To be sold at the church door of the town of Actonvale, county of Bagot, on the SEVENTH day of MAY next (1918), at ELEVEN o'clock c'clock in the forenoon.

JOS.-L. CORMIER,
Sheriff.

Sheriff's office.

Saint Hyacinthe, 2nd April, 1918. 1284—14-2
[First publication, 6th April, 1918.]

TERREBONNE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.
Canada, } J.-B. LEFEBVRE
Province of Québec, } plaintiff; vs
District of Montreal. } JOSEPH DEHER-
No 1228. } TOGH, defendant, to
wit:

The undivided third part of two lots of land situated in the parish of Sainte-Thérèse-de-Blainville, district of Terrebonne, known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Sainte-Thérèse-de-Blainville, under the numbers two hundred and thirty seven and two hundred and forty one (237 and 241)—with all the buildings thereon erected.

To be sold, at the catholic church door of the town of Sainte Thérèse-de-Blainville, county and

comté et district de Terrebonne, le DIX-SEPTIEME jour d'AVRIL prochain, mil neuf cent dix-huit, entre DIX et ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
J.-W. CYR.

Bureau du shérif.
Sainte-Scholastique, 11 mars 1918. 1017—11-2

[Première publication, 16 mars 1918.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.

Canada, Province de Québec, District de Montréal, No 4589. } LOUIS BEDARD, demandeur ; vs ALFRED-GEORGE-P. HOWELL, défendeur.

Les lots de terre connus sous les Nos 1 et 2 de la subdivision officielle du lot No 33 (33-1 et 2), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Agathe-des-Monts, dans le troisième rang du canton Beresford, dans le district de Terrebonne—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendus, suivant ordonnance de l'honorable juge Victor Allard, en date du 14 février 1918, siégeant là et alors à la Cour supérieure pour le district de Montréal, au bureau du shérif du district de Montréal, en les cité et district de Montréal, le DIX-HUITIEME jour d'AVRIL 1918, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
J.-W. CYR.

Bureau du shérif.
Sainte-Scholastique, 11 mars 1918. 1019—11-2

[Première publication, 16 mars 1918.]

VENTE PAR LE SHÉRIF MONTMAGNY

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour supérieure.—Montmagny.

Montmagny, à savoir: } LA BANQUE NATIONALE, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires à Québec et une succursale à Sainte-Marie-de-Beauce, demanderesse ; contre NAPOLEON BOLDU, cultivateur, de Sainte-Lucie-de-Beauregard, comté de Montmagny, défendeur, à savoir :

Le lot numéro trente et un connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels pour le huitième rang du canton Talon, paroisse de Sainte-Lucie-de-Beauregard—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

A distraire cependant :

1. Trois cents (300) cordes de bois de pulpe à prendre sur le dit lot trente et un, suivant titres de Bolduc et Genest ou représentants.
2. La coupe de onze cents (1100) cordes de bois de pulpe à prendre aussi sur le dit numéro trente et un et vendus à Geo. Carrier ou représentants, pour une période de 5 ans, à dater du 27 janvier 1916.
3. La coupe de cinq cents (500) cordes de bois

district of Terrebonne, on the SEVENTEENTH day of APRIL next, one thousand nine hundred and eighteen, between TEN and ELEVEN of the clock in the forenoon.

J.-W. CYR,
Sheriff.

Sheriff's office.
Sainte Scholastique, 11th March, 1918.
1018—11-2

[First publication, 16th March, 1918.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, No. 4589. } LOUIS BEDARD, plaintiff ; vs ALFRED-GEORGE-P. HOWELL, defendant.

Those certain lots of land known as Nos. 1 and 2 of the official subdivision of the lot No. 33 (33-1 and 2), on the official plan and in the book of reference of the parish of Sainte-Agathe-des-Monts, in the third range of the township of Beresford, in the district of Terrebonne—with the buildings thereon erected.

To be sold, pursuant to an order of Honourable Justice Victor Allard, dated 14th February, 1918, then and there sitting in the Superior Court of the district of Montreal, at the office of the sheriff for the district of Montreal, in the city and district of Montreal, on the EIGHTEENTH day of APRIL, 1918, at TWO o'clock in the afternoon.

J.-W. CYR,
Sheriff.

Sheriff's office.
Sainte-Scholastique, 11th March, 1918.
1020—11-2

[First publication, 16th March, 1918.]

SHERIFF'S SALE MONTMAGNY

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—Montmagny.

Montmagny, to wit : } LA BANQUE NATIONALE, a body politic and corporate, having its head office at Quebec and a branch office at Sainte-Marie-de-Beauce, plaintiff ; against NAPOLEON BOLDU, farmer, in the parish of Sainte-Lucie-de-Beauregard, county of Montmagny, defendant, to wit :

The lot number thirty one, known and designated on the official plan and book of reference for the eighth range, township of Talon, parish of Sainte-Lucie-de-Beauregard—with the building thereon erected, circumstances and dependencies.

To be deducted however :

1. Three hundred (No. 300) cords of pulp wood to be taken on the aforesaid lot, according to Genest and Bolduc's titles or representatives.
2. The wood cutting of eleven hundred (1100) cords of pulp wood to be taken on the same lot thirty one, and sold to Geo. Carrier or representatives, for a period of five years, from the 27th January, 1916.
3. The wood cutting of five hundred cords of

sur le lot 31, huitième rang Talon, vendu à Geo. Carrier, ou représentants, suivant titres.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Lucie-de-Beauregard, le SEPTIEME jour de MAI prochain (1918), à DIX heures du matin.

Le député-shérif,
LEOPOLD ROY.

Bureau du shérif.

Montmagny, 5 avril 1918. 1339-14-2
[Première publication, 6 avril 1918.]

wood (500) on the lot number thirty one, eighth range Talon, sold to Geo. Carrier or representatives, according to titles.

To be sold at the church door of the parish of Sainte-Lucie-de-Beauregard, on the SEVENTH day of MAY next 1918, at TEN o'clock in the forenoon.

LEOPOLD ROY,
Deputy sheriff.

Sheriff's office.

Montmagny, 3rd April, 1918. 1340-14-2
[First publication, 6th April, 1918.]

Lettres patentes

"The Campbell's Bay Milling Company, Limited".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par l'administrateur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27 mars 1918, constituant en corporation M.M. Samuel Burrows, voiturier, Raoul Léger, gérant de banque, Pat. Mousseau, cultivateur, Archibald MacLean, ingénieur mécanicien, Campbell's Bay, et Pat. Sloan, cultivateur, Vinton, Qué., pour les fins suivantes :

Exploiter une meunerie, acheter et vendre l'immeuble que s'y rattache, acheter et vendre les forces hydrauliques génératrices de pouvoir moteur et d'électricité, vendre cette force motrice ou cette électricité dans le comté de Pontiac, en fait faire tout ce qui est nécessaire à l'exploitation d'une meunerie, produire et vendre l'énergie électrique et ses accessoires, en rapport avec cette exploitation, sous le nom de "The Campbell's Bay Milling Company, Limited", avec un fonds social de cinquante mille piastres (\$50,000.00), divisé en cinq cents (500) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Campbell's Bay, dans le district de Pontiac.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-septième jour de mars 1918.

Le sous-secrétaire de la province,
1297-14-2 C.-J. SIMARD.

"St. Arnaud, Biron & Compagnie, limitée".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par l'administrateur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21 mars 1918, constituant en corporation M.M. E. St-Arnaud et Jos.-E. Biron, industriels ; David-Tancrède Trudel et A.-J.-Ovila Bergeron, notaires ; J.-Auréus Bergeron, comptable, tous de Sainte-Geneviève-de-Batiscan, dans les buts suivants :

Fabriquer les chaussures de cuir, de caoutchouc, de drap, de feutre, acheter, importer, exporter, vendre en gros et en détail les chaussures, le cuir, le caoutchouc, le drap, le feutre et faire le commerce de tous les produits qui entrent dans la fabrication des chaussures ;

Acheter, importer, exporter, vendre les peaux vertes et tannées ;

Exploiter l'industrie de la tannerie et faire le commerce de tous les produits qui entrent dans la fabrication du cuir ;

Fabriquer, acheter, vendre, importer, exporter les cirages, vernis mordants, agrafes et tout le matériel qui entre dans la fabrication des chaussures ;

Acheter, construire, louer, exploiter des manufactures, tanneries, magasins, entrepôts, ateliers

Letters patent

"The Campbell's Bay Milling Company, Limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Administrator of the Province of Quebec, bearing date the 27th March, 1918 incorporating Messrs. Samuel Burrows, livery, Raoul Léger, bank manager, Pat. Mousseau, farmer, Archibald MacLean, mechanical engineer, Campbell's Bay, and Pat Sloan, farmer, Vinton, Que., for the following purposes :

To operate a flour mill, buy and sell real estate in this connection, buy and sell water powers for motive power and electricity, sell of this power or electricity in the county of Pontiac, in fact do all necessary to operate a flour mill and generate and sell electric power and other incidentals in connection therewith, under the name of "The Campbell's Bay Milling Company, Limited", with a capital stock of fifty thousand dollars (\$50,000.00), divided into five hundred (500) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Campbell's Bay, in the district of Pontiac.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty-seventh day of March, 1918.

C.-J. SIMARD,
1298-14-2 Assistant Provincial Secretary.

"St. Arnaud, Biron & Compagnie, limitée".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Administrator of the Province of Quebec, bearing date the twenty first day of March, 1918, incorporating Messrs. E. St-Arnaud and Jos. E. Biron, manufacturers ; David-Tancrède Trudel and A.-J.-Ovila Bergeron, notaries ; J.-Aureus Bergeron, accountant, all of Sainte-Geneviève-de-Batiscan, for the following purposes :

To manufacture leather, rubber, cloth and felt boots and shoes, purchase, import, export, sell wholesale and retail boots and shoes, leather, rubber, cloth, felt and deal in any product that enters into the making of boots and shoes

To purchase, import, export, sell tanned and green hides ;

To carry on a tannery business and deal in any product that enters into the manufacture of leather ;

To manufacture, purchase, sell, import, export blacking, corrosive varnish, hooks and any materials that enter into the manufacture of boots and shoes ;

To purchase, construct, lease, operate factories, tanneries, stores, warehouses, machine shops

de machineries nécessaires au commerce de la compagnie et aussi les vendre et en disposer à quelque titre que ce soit ;

Obtenir, enregistrer, acheter, vendre, louer à charge de royauté ou autrement, acquérir, détenir et exploiter à quelque titre que ce soit toute patente, invention, brevet, marque de commerce utiles à la compagnie et aux fins de son commerce ;

Faire le commerce, la vente et la fabrication de tous les articles qui se rattachent de près ou de loin au commerce et à l'industrie de la compagnie et dont elle pourrait tirer profit ;

Développer, exploiter des pouvoirs d'eau, produire, accumuler l'énergie électrique pour la production de la chaleur, de la lumière et de la force motrice nécessaires à la compagnie avec faculté de vendre ou de disposer du surplus dans les limites du comté de Champlain ;

Négocier avec des corporations municipales ou autres et obtenir des dites corporations des droits, privilèges et concessions à l'avantage de la compagnie ;

Émettre et octroyer des parts acquittées de capital-actions de la compagnie en paiement de toute propriété, meuble ou immeuble ou en paiement de tous droits, privilèges ou concessions cédés à la compagnie ;

S'unir à toute compagnie ou corporation, en acheter les propriétés, droits, franchises, exécuter les contrats de telle compagnie ou corporation, en assumer les obligations et responsabilités, en payer le prix d'achat en argent, parts acquittées débetures ou autres valeurs de la compagnie ;

Acheter, louer, acquérir, détenir et exploiter les biens meubles et immeubles, propriétés, franchises, achalandage, droits, privilèges de toute personne, société ou corporation engagées dans le même genre de commerce que celui de la compagnie, acquitter et payer le prix d'achat des dits biens, meubles, propriétés, franchises, achalandage, droits et privilèges en argent ou partie en argent et partie en parts acquittées de la compagnie et assumer les responsabilités, obligations et dettes de telles personnes, société, compagnie ou corporation ;

Accepter en paiement de toute dette due à la compagnie, des parts acquittées, des débetures, obligations ou autres valeurs ;

Disposer des deniers qui seraient disponibles et les placer de la façon qui sera jugée la plus avantageuse pour la compagnie ;

Rémunérer en argent, parts acquittées, débetures, les services de toute personne, compagnie ou corporation rendus pour les fins de l'organisation ou dans l'administration des affaires générales de la compagnie ; sous le nom de "St-Arnaud, Biron & Compagnie, limitée", avec un capital social de quatre-vingt-dix-neuf mille piastres (\$99,000.00), divisé en neuf cent quatre-vingt-dix (990) actions de cent piastres (\$100.00), chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Sainte-Geneviève de Batiscan, dans le district de Trois-Rivières.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt et unième jour de mars 1918.

Le sous-secrétaire de la province,

1347-14-2

C.-J. SIMARD.

"Kipawa Fibre Company, limited".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par l'administrateur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huitième jour de mars 1918, constituant en corporation M.M. Gordon Walters MacDougall, avocat et conseil du roi ; Lawrence MacFarlane, avocat et conseil

necessary for the business of the company and also sell and dispose of same under any title whatever ;

To obtain, register, purchase, sell, lease under royalty or otherwise, acquire, hold and exploit under any title whatever any patent invention, brevet, trade mark useful to the company and the purposes of its business ;

To deal in, sell and manufacture any articles connected in any way with the business and industry of the company and from which it may derive profit ;

To develop, operate water powers, generate, accumulate electric energy for the production of light, heat and power necessary to the company with power to sell or dispose of any surplus within the limits of the county of Champlain ;

To deal with municipal or other corporations and obtain from the said corporations, rights, privileges and concessions advantageous to the company ;

To issue and grant paid up shares of the capital stock of the company in payment for any property, moveable or immoveable, or in payment for any rights, privileges or concessions conveyed to the company ;

To amalgamate with any company or corporation, purchase the property, rights, franchises of same, carry out the contracts of such company or corporation, assume the liabilities and responsibilities of such, pay for the purchase price of same in cash, paid up shares, debentures or other securities of the company ;

To purchase, lease, acquire, hold and exploit the moveable and immoveable assets, property, franchises, goodwill, rights, privileges of any person, firm or corporation engaged in the same kind of business as that of the company, to settle and pay for the purchase of the said assets, moveables, property, franchises, goodwill, rights and privileges in cash or partly in cash and partly in paid up shares of the company and assume the responsibilities, obligations and debts of such person, firm, company or corporation ;

To accept paid up shares, bonds, debentures or other securities in payment for any debt due to the company ;

To invest the money not immediately required by the company in the manner deemed most advisable ;

To remunerate the services of any person, company or corporation rendered for the purposes of the organization or in the administration of the general business of the company in cash, paid up shares or debentures, under the name of "St-Arnaud Biron & Compagnie, limitée", with a capital stock of ninety nine thousand dollars (\$99,000.00), divided into nine hundred and ninety (990) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of the business of the corporation, will be at Sainte-Geneviève-de-Batiscan, in the district of Three Rivers.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty-first day of March, 1918.

C. J. SIMARD,

1348-14-2

Assistant Provincial Secretary.

"Kipawa Fibre Company, limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Administrator of the province of Quebec, bearing date the twenty eighth day of March, 1918, incorporating M.M. Gordon Walters MacDougall, advocate and King's Counsel ; Lawrence McFarlane, advocate and King's

du roi ; John MacNaughton, avocat ; James Geary Cartwright, gérant de bureau ; et Florence Rodger, sténographe, tous de la cité de Montréal, dans la province de Québec, pour les fins suivantes :

Exercer l'industrie forestière et le commerce du bois, sous toutes leurs formes ainsi que tous les autres négoce qu s'y rattachent, y compris l'achat la vente et le trafic de toutes les sortes de billes et billots sciés, équarris et fendus, le bois de sciage, es traverses, les planches, poteaux pour réseaux de téléphone et télégraphie poteaux à clôture, le bois et les autres produits de la forêt ; exercer sous toutes ses formes l'industrie de manufacturiers et marchands de billes, bois de charpente et de construction, de la pulpe du bois de pulpe, du papier ainsi que des autres produits ou sous-produits du bois, de la pulpe, des autres articles et matériaux dans lesquels le bois entre ou est partie, exercer aussi l'industrie de manufacturiers et opérateurs de moulins, établir des usines ou des magasins, acheter, vendre et commercer de toutes marchandises généralement ;

Manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce de la tourbe du bois, de l'a'cool, du carbure de calcium ainsi que de toutes les sortes de produits chimiques, aussi acheter, construire ou autrement acquérir les fabriques et usines jugées nécessaires à ces fins ;

Creuser des mines, acquérir par achat ou autrement et gérer, développer, exploiter, vendre, prendre à bail des mines ou des concessions minières et trafiquer de leurs produits, et se livrer à l'industrie de fondeurs de toutes les sortes de métaux ;

Acquérir par achat, louage, bail, échange ou autrement, et posséder des terrains, concessions forestiers ou permis, des lots de grèves, privilèges de navigation, des pouvoirs et droits y afférents, et y construire, les développer, cultiver, fertiliser, coloniser et autrement les améliorer et les utiliser ;

Aider et subventionner au moyen de bonus, prêts de deniers ou autrement, avec ou sans garantie, les colons (et les personnes qui ont l'intention de le devenir) des terres appartenant à la compagnie ou qu'elle a vendues, dans le voisinage des dits terrains, et généralement favoriser la colonisation de ces terres ;

Acheter, acquérir, posséder, construire, aménager, maintenir et exploiter des moulins à scie, à grains, à farine, à pulpe, à papier ainsi que des fabriques ;

Construire, acquérir, posséder, administrer, affréter, exploiter, prendre à bail et louer toutes sortes de vaisseaux à vapeur et à voiles, des bateaux, remorqueurs, barges et autres navires, des quais, docks, élévateurs, entrepôts, hangars à marchandises et autres structures nécessaires aux fins de la compagnie, et faire le touage, le transport des marchandises, du fret et des voyageurs à louage de services, et généralement se livrer aux opérations d'une compagnie d'élévateurs, de navigation et transport ;

Construire ou acquérir par bail, achat ou autrement, activer des usines pour la génération, la vente et la distribution de la vapeur, de l'électricité, de la force ou énergie pneumatique, hydraulique et autre, et produire, créer, développer, acquérir par louage, achat ou autrement, contrôler et généralement trafiquer de, et utiliser, vendre, louer ou autrement disposer de cette force à vapeur, électrique, pneumatique, hydraulique et autre pour aucunes fins et aucuns objets auxquels elle s'adapte, pourvu que les droits, privilèges et pouvoirs conférés à la compagnie par les présentes, dans ce paragraphe, à l'effet d'acquérir, utiliser l'électricité et d'en disposer, lorsqu'ils seront exercés hors la propriété de la

Counsel ; John MacNaughton, advocate ; James Geary Cartwright, office manager ; and Florence Rodger, stenographer ; all of the city of Montreal, in the province of Quebec, for the following purposes :

To carry on the business of lumbering and the lumber trade in all its branches, and all other business incidental thereto including buying, selling and dealing in all kinds of sawed, squared and hewed lumber and timber, saw logs, ties, piling, telegraph and telephone poles, fences posts, wood and all other products of the forest ; to carry on in all its branches the business of a manufacturer and dealer in logs, lumber, timber, pulp, pulp wood, paper and other products or by-products of wood and pulp and all other articles and materials into which wood enters or forms a part and to carry on the business of general manufacturers and millers and to establish shops or stores, and to purchase, sell and deal in general merchandise ;

To manufacture, buy, sell and deal in peat, wood, and alcohol, calcium carbide and all kinds of chemicals and to purchase, erect or otherwise acquire such factories and works as may be deemed necessary for such purposes ;

To mine for minerals, to acquire by purchase or otherwise and to manage, develop, operate, sell and lease mines or mining claims and to deal in the products thereof and to carry on the business of smelters of all kinds of metals ;

To acquire by purchase, lease, hire, exchange or otherwise, and hold lands, timber limits or licenses, water lots, water privileges and powers and rights and interests therein, and to build upon, develop, cultivate, farm, settle and otherwise improve and utilize the same ;

To aid and assist by way of bonus, advances of money or otherwise with or without security, settlers and intending settlers upon any lands belonging to or sold by the company or in the neighbourhood of said lands, and generally to promote the settlement of such lands ;

To purchase, acquire, own, erect, equip, maintain and operate saw mills, grist mills, flour mills, pulp and paper mills and factories

To construct acquire own, manage, charter, operate, hire and lease all kinds of steam and sailing vessels, boats, tugs, barges and other vessels, wharves, docks, elevators, warehouses, freight sheds and other buildings necessary for the purpose of the company and to tow, carry goods, freight and passengers for hire and generally to carry on the business of an elevator, navigation and transporting company ;

To construct or acquire by lease, purchase or otherwise, and operate works for the production, sale and disposal of steam, electric, pneumatic, hydraulic and other power or force, and to produce, create, develop, acquire by lease, purchase or otherwise, and to control and generally deal in and use, sell, lease or otherwise dispose of such steam, electric, pneumatic, hydraulic and other power for any uses and purposes to which the same are adapted, provided always that the rights privileges and powers hereby conferred upon the company in this paragraph in acquiring, using and disposing of electricity, when exercised outside the property of the company, shall be subject to all the laws and regulations of the pro-

compagnie, soient assujettis à toutes les lois et à tous les règlements des autorités provinciales et municipales y relatifs, et pourvu que la compagnie n'exerce aucun des pouvoirs qui lui sont octroyés par le présent paragraphe, dans la province de Québec, sur et dans aucun territoire autre que celui compris dans les comtés de Pontiac, Témiscamingue et Ottawa ;

Construire, améliorer, entretenir ou aider à la construction et à l'entretien de chemins, ponts, quais, jetées, viaducs, aqueducs, docks, entrepôts, et autres bâtisses et structures nécessaires ou convenant aux objets de la compagnie ;

Solliciter et entretenir, enrégistrer, louer, acquérir et détenir, ou vendre, louer et disposer, accorder des permis à leur sujet, ou autrement faire valoir aucuns brevets d'invention, des améliorations, procédés, marques et noms de commerce, et les autres choses nécessaires ou utiles à aucun des objets de la compagnie ;

Conclure, avec aucuns gouvernements ou aucunes autorités suprêmes, municipales, locales ou autres, aucun arrangement utile aux objets de la compagnie ou à aucun d'iceux, et obtenir de ces gouvernements ou autorités aucuns droits, privilèges et concessions que la compagnie croira désirable d'obtenir, et remplir cet arrangement et s'y conformer, et exercer ces droits, privilèges et concessions ;

Louer, vendre, améliorer, administrer, développer, échanger faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune part e des propriétés et de l'actif de la compagnie en considération de ce que a corporation jugera convenable, y compris es parts, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie ;

Acheter la totalité ou aucune partie de l'achalandage, du commerce, de l'entreprise, de la propriété, de l'actif, des privilèges, contrats, droits, obligations et du passif d'aucune compagnie ou personne exerçant aucun commerce que la présente compagnie est autorisée à exercer ou aucun commerce semblable, ou en possession d'aucune propriété convenant à ses fins, et les payer, en tout ou en partie, en obligations, en débetures ou en parts acquittées et non-sujettes à appel de la compagnie et les vendre, les louer ou autrement en disposer totalement ou partiellement ;

Conclure aucun arrangement pour le partage des bénéfices, l'union des intérêts, la coopération, le risque mutuel, la concession réciproque ou autre, avec aucune personne ou compagnie exerçant, se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à ou s'unir à aucune telle compagnie ;

Souscrire ou autrement acquérir des actions, obligations, débetures et autres valeurs d'aucune compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux mentionnés aux présentes, et les vendre, les détenir, les réemettre, avec ou sans garantie, ou autrement les négocier ;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de bonus, prêt, promesse endossement, garantie d'obligations de débetures ou d'autres valeurs, ou autrement, aucune autre personne ou corporation, et garantir l'exécution des contrats par aucune telle personne ou corporation, ou par aucune autre personne avec laquelle la compagnie se trouvera en relations ;

Placer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée ;

Distribuer aux actionnaires de la compagnie, en nature, aucune propriété de la corporation, et particulièrement aucunes actions, débetures ou

vincial and municipal authorities in that behalf, provided that the company may not exercise any of the powers granted by this paragraph within the Province of Quebec in and over any other territory than that comprised in the counties of Pontiac, Temiscamingue and Ottawa ;

To construct, improve, maintain or aid in the construction and maintenance of roads, bridges, wharves, piers, viaducts, aqueducts, docks, warehouses, and other buildings and works that may be necessary or convenient for the purposes of the company ;

To apply for and maintain, register, lease, acquire and hold or to sell, lease and dispose of and grant licenses in respect thereof, or otherwise turn to account any patents of invention, improvements, or processes, trade marks, trade names, and the like necessary or useful for any of the purposes of the company ;

To enter into any arrangement with any governments or authorities, supreme, municipal, local or otherwise that may seem conducive to the company's objects, or any of them, and to obtain from such governments or authorities any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangement, rights, privileges and concessions ;

To lease, sell, improve, manage, develop, exchange, turn to account or otherwise dispose of any of the properties and assets of the company for such consideration as the company may deem fit, including shares, debentures or securities of any other company ;

To purchase a'l or any part, including the goodwill of the business or undertaking or the property or assets, privileges, contracts, rights, obligations and liabilities of any company, person or persons carrying on any business which this company is authorized to carry on, or any business similar thereto, or possessing any property suitable for the purposes thereof, and to pay for the same wholly or in part in bonds, debentures or fully paid and non-assessable shares of the company and to sell, lease or otherwise dispose of the same or any part thereof ;

To enter into any arrangement for sharing of profits, union of interests, cooperation joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or to amalgamate with any such company ;

To take or otherwise acquire shares, bonds, debentures and other securities of any company having object altogether or in part similar to those herein enumerated and to sell, hold, re-issue with or without guarantee, or otherwise deal in the same ;

To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsements, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company or corporation or by any other person or persons with whom the company may have business relations ;

To invest the moneys of the company not immediately required in such manners as may from time to time be determined ;

To distribute among the shareholders of the company in kind, any property of the company and in particular any shares, debentures or secu-

valeurs dans aucunes autres compagnies appartenant à la corporation ou dont elle peut disposer ;

Faire toutes les choses qu'autorisent les présentes, ou aucune d'icelles, soit seuls soit conjointement, comme facteurs, fiduciaires ou agents ;

Les pouvoirs mentionnés dans chaque paragraphe ne seront aucunement limités ou restreints par référence aux termes d'aucun autre paragraphe ou déduction d'iceux ;

Faire toutes les autres choses qui pourront devenir nécessaires au parfait accomplissement des objets précités, sous le nom de "Kipawa Fibre Company, Limited", avec un fonds social de vingt millions de piastres (\$20,000,000.00), divisé en deux cent mille (200,000) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la cité de Montréal, dans la province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-huitième jour de mars 1918.

Le sous-secrétaire de la province,
1345-14-2 C.-J. SIMARD.

in any other companies belonging to the company or which the company may have power to dispose of ;

To do all or any of the matters hereby authorized either alone or in conjunction or as factors, trustees or agents ;

The powers in each paragraph to be in no wise limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph ;

To do all such other things as may be necessary to the due carrying out of the above objects, under the name of "Kipawa Fibre Company, limited", with a capital stock of twenty million dollars (\$20,000,000.00), divided into two hundred thousand (200,000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of the business of the corporation, will be at the city of Montreal, in the province of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty eighth day of March, 1918.

C.-J. SIMARD,
1346-14-2 Assistant Provincial Secretary.

Département du trésor

Treasury Department

AVIS DE FORMATION DE SOCIÉTÉ CHARITABLE.

NOTICE OF FORMATION OF A CHARITABLE ASSOCIATION.

Avis est par le présent donné que la formation d'une société charitable sous le nom de "Les Sacs au Dos de 1914" a été autorisée en vertu d'un ordre en conseil portant le numéro 390 et approuvé le vingt-huitième jour de mars 1918.

Le but de la société est déclaré être :—Au moyen de contributions ou souscriptions volontaires, dons ou donations de ses membres ou du public, de secourir les affligés par suite de maladie, accident ou revers de fortune, les veuves et les orphelins et les vétérans de la guerre et leurs familles de nationalité française.

Le siège principal de la société est fixé dans la cité de Montréal.

Donné conformément aux dispositions du paragraphe 4 de l'article 6896 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce quatrième jour, d'avril 1918.

Le surintendant des assurances,
EDW.-E. DUCKWORTH.

Pour le trésorier de la province de Québec,
Branche des assurances,
Département du trésor,
Québec. 1319

Notice is hereby given that the formation of a charitable association under the name of "Les Sacs au Dos de 1914" has been authorized by an Order in Council bearing the number 390 and approved the twenty eighth day of March, 1918.

The purposes of the association are stated to be :—By means of voluntary contributions, subscriptions, gifts or donations from its members or from the public, of making provision for those afflicted by sickness, accident, reverse of fortune, and for widows and orphans and the veterans of the war and their families of French nationality.

The head office of the association is fixed in the city of Montreal.

Given pursuant to the provisions of paragraph 4 of Article 6896 of Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, this fourth day of April, 1918.

For the Treasurer of the Province of Quebec,
EDW.-E. DUCKWORTH,
Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec. 1320

AVIS DE FORMATION DE SOCIÉTÉ CHARITABLE.

NOTICE OF FORMATION OF A CHARITABLE ASSOCIATION.

Avis est par le présent donné que la formation d'une société charitable sous le nom de "Ladies Committee of the Princess Patricia's Canadian Light Infantry" a été autorisée par un ordre en conseil portant le numéro 389 et approuvé le vingt-huitième jour de mars 1918.

Le but de la société est déclaré être :—Le soin des officiers et soldats du Princess Patricia's Canadian Light Infantry revenus d'outre-mer, aussi pour les autres officiers et soldats retour du front ; d'établir dans Montréal des quartiers-généraux temporaires pour le régiment, où un rôle d'honneur, des registres, archives et un bulletin de régiment peuvent être tenus, et où les hommes du régiment et leurs familles, aussi bien

Notice is hereby given that the formation of a charitable association under the name of "Ladies Committee of the Princess Patricia's Canadian Light Infantry" has been authorized by an Order in Council bearing the number 389 and approved the twenty eighth day of March, 1918.

The purposes of the association are stated to be :—The caring for the officers and men of the Princess Patricia's Canadian Light Infantry who have returned from overseas, and also for other returned officers and men ; to establish temporary head quarters for the regiment in Montreal, where a roll of honour, register, records and a regimental bulletin can be kept, and where men of the regiment and their families, as well

que les hommes des autres bataillons et leurs parents seront reçus par les membres de la société, assistés et soignés par tous les moyens possibles, le tout, au moyen de contributions volontaires, souscriptions, dons ou donations de la part de ses membres ou du public.

Le siège principal de la société est fixé dans la cité de Montréal.

Donné conformément aux dispositions du paragraphe 4 de l'article 6896 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce quatrième jour d'avril 1918.

Le surintendant des assurances,
EDW.-E. DUCKWORTH.

Pour le trésorier de la province de Québec.
Branche des assurances,
Département du trésor,
Québec. 1321

as men from the battalions or their relatives will be met by members of the association and assisted and cared for in every possible way the whole, by means of voluntary contributions, subscriptions, gifts or donations from its members or from the public.

The head office of the association is fixed in the city of Montreal.

Given pursuant to the provisions of paragraph 4 of article 6896 of Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, this fourth day of April, 1918.

For the Treasurer of the Province of Quebec.
EDW.-E. DUCKWORTH,
Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Québec. 1322

Compagnie autorisée à faire des opérations

La Compagnie "Cement Gun Company, Incorporated" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à ladite compagnie par sa charte, seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Alexander Cameron McNeil, de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
1317 C.-J. SIMARD.

Québec, 26 mars 1918. 1317

Company authorized to do business

The company "Cement Gun Company, Incorporated" has been authorized to do business in the Province of Quebec.

The powers conferred to the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the laws of the Province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws known in force of the Province.

Its chief place of business, in the Province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Alexander-Cameron McNeil, of Montreal.

C.-J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

Québec, 26th March, 1918. 1318

ERRATA

Au bas de la page 66 du Supplément de la *Gazette officielle* du 23 février 1918, dans l'arrêté en conseil intitulé : "Loi des Véhicules-Moteurs", la formule doit se lire comme suit :
C.F. = D² x N x C au lieu de C.F. = D² x N x C

7.5 7.5
1343

A la page 583 de la *Gazette officielle* du 16 mars 1918, à la deuxième ligne du paragraphe a et à la quatrième ligne du paragraphe c de l'arrêté en conseil du 8 mars, 1918, version française, lisez "où il n'existe pas de règlement de prohibition" au lieu de "où il existe un règlement de prohibition"
1341

Faillite—avis de

Province de Québec, district d'Iberville, Cour supérieure. *In re* : Alcide Trahan, Saint-Jean, Qué., insolvable.

Avis est donné par la présente que, le 30ième jour de mars 1918, le soussigné a été nommé par une ordonnance de la cour, curateur en cette affaire.

ERRATA

At the bottom of page 66 of the Supplement of the *Official Gazette* of the 23rd February, 1918, in the Order in Council intitled "Motor Vehicle Law" the formula must read as follows :
H.P. = D² x N x S instead of H.P. = D² x N x S

7.5 7.5
1344

On page 583 of the *Official Gazette* of the 16th March, 1918, at the second line of paragraph a and at the fourth line of paragraph c of the Order in Council of the 8th March, 1918, French version, read "où il n'existe pas de règlement de prohibition" instead of "où il existe un règlement de prohibition".
1342

Notices of Bankruptcy

Province of Quebec, district of Iberville, Superior Court. *In re* : Alcide Trahan, Saint Jean, Que., insolvent.

Notice is hereby given that, on the 30th day of March, 1918, the undersigned has been appointed, by an ordonnance of this court, curator to the above estate.

Les créanciers dudit insolvable sont requis de filer leur réclamation à mon bureau, 83 rue Craig-Ouest, Montréal, sous trente jours du présent avis, s'ils ne l'ont déjà fait.

Le curateur,
VINCENT LAMARRE.

Bureaux : 820 Edifice "Power".
Montréal, 3 avril 1918. 1307

Province de Québec, district de Beauharnois, Cour supérieure. *In re* : Succession vacante Edouard McGowan, Sainte-Martine, Qué.

Un troisième et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera ouvert à objection jusqu'au 20 avril 1918, après laquelle date ce dividende sera payable à mon bureau, 83 rue Craig-Ouest, Montréal.

Le curateur,
VINCENT LAMARRE.

Bureaux : 820 Edifice "Power".
Montréal, 3 avril 1918. 1309

Canada, province de Québec, district de Québec, Cour supérieure. Dans l'affaire de François Duchesneau, marchand, Saint-Tite, Champlain, insolvable.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au 22 avril 1918.

Ce dividende sera payable à mon bureau, le ou après le 23 avril 1918.

Le curateur,
J.-P.-E. GAGNON.

Bureau 44 et 46 rue Dalhousie,
Bâtisse de Canada Steamship Lines.
Quebec, 3 avril 1918. 1311

Canada, province de Québec, district de Québec, Cour supérieure.

Dans l'affaire de : J.-Albert Tremblay, marchand, Alabanel, insolvable.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un ordre de la cour, en date du 28 mars 1918, j'ai été nommé curateur aux biens de cette faillite.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette faillite sont requises de les produire devant nous dans les trente jours de cette date.

Le curateur,
J.-P.-E. GAGNON.

Bureau : 44 et 46 rue Dalhousie,
Bâtisse de la Canada Steamship Lines.
Québec, 3 avril 1918. 1313

Canada province de Québec, district de Québec, Cour supérieure.

Dans l'affaire de : Clotaire Lessard, boucher, Lévis, insolvable.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un ordre de la cour en date du 8 mars 1918, j'ai été nommé curateur aux biens de cette faillite.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette faillite sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

Le curateur,
J.-P.-E. GAGNON.

Bureau : 44 et 46 rue Dalhousie,
Bâtisse de la Canada Steamship Lines.
Québec, 3 avril 1918. 1315

In re : P.-N. Chapman, épiciier, Hull, Québec.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et que le dividende sera payable à mon bureau le ou après le 15 avril, 1918.

Le curateur,
J.-E. COUTURE.

Hull, 30 mars 1918. 1337

Creditors of said insolvent are requested to file their claim at my office, 83 Craig street west, Montreal, if they have not already done so, within thirty days from date of present notice.

VINCENT LAMARRE,
Curator.

Office : 820 "Power Bldg."
Montreal, 3rd April, 1918. 1308

Province of Quebec, district of Beauharnois, Superior Court. *In re* : Vacant estate Edward McGowan, Sainte Martine, Que.

A third and final dividend sheet has been prepared in this matter and will be open to objection until 20th April, 1918, after which date this dividend will be payable at my office, 83 Craig street west, Montréal.

VINCENT LAMARRE,
Curator.

Office : 820 "Power" Bldg.
Montreal, 3rd April, 1918. 1310

Canada, Province of Quebec, district of Quebec, Superior Court. In the matter of François Duchesneau, merchant, Saint-Tite, Champlain, insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter and will be opened to objection until 22nd April, 1918.

This dividend will be payable at my office, on or after 23rd April, 1918.

J.-P.-E. GAGNON,
Curator.

Office 44 and 46 Dalhousie street,
Canada Steamship Lines Ltd., bldg.
Quebec, 3rd April, 1918. 1312

Canada, Province of Quebec, district of Quebec, Superior Court.

In the matter of : J.-Albert Tremblay, marchand, Alabanel, insolvent.

Notice is hereby given that, by an order of the court, the 28th day of March, 1918, I have been appointed curator to the above estate.

All parties having claims against this estate are requested to file same to the undersigned within 30 days from this date.

J.-P.-E. GAGNON,
Curator.

Office : 44 and 46 Dalhousie street,
Canada Steamship Lines, Ltd., Building.
Quebec, 3rd April, 1918. 1314

Canada, Province of Quebec, district of Quebec, Superior Court.

In the matter of : Clotaire Lessard, butcher, Lévis, insolvent.

Notice is hereby given that, by an order of the court, the 8th day of March, 1918, I have been appointed curator in this matter.

All parties having claims against the above named are requested to file same to the undersigned within 30 days from this date.

J.-P.-E. GAGNON,
Curator.

Office : 44 and 46 Dalhousie street,
Canada Steamship Lines Bldg.
Quebec, 3rd April, 1918. 1316

In re : P.-N. Chapman, grocer, Hull, Québec.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and dividend is payable at my office on or after April, the 15th, 1918.

J.-E. COUTURE,
Curator.

Hull, 30th March, 1918. 1338

(En vertu de l'acte des liquidations).

Canada, province de Québec, district de Terrebonne. Cour supérieure.

In re: La Compagnie Nationale manufacturière de pianos, inc., Saint-Jérôme, P. Q., en liquidation.

Avis est par les présentes donné que par ordre de la Cour supérieure de ce district, nous avons été, ce jour, nommé liquidateurs permanents dans cette affaire.

Les réclamations, assermentées, doivent nous être envoyées dans les trente jours de cet avis, si elles ne nous ont pas déjà été transmises.

Les liquidateurs-conjoints,
VINCENT LAMARRE,
ALFRED LAMBERT.

Bureaux :

V. Lamarre, 83 Craig-Ouest, Montréal.

A. Lambert, Saint-Jérôme, P. Q.

Saint-Jérôme, 3 avril 1918. 1349

(Under the winding up act).

Canada, province of Quebec, district of Terrebonne. Superior Court.

In re: "La Compagnie Nationale manufacturière de pianos, inc.," Saint Jérôme, P. Q., in liquidation.

Notice is hereby given that by order of the Superior Court of this district, we were appointed this day, permanent liquidators in the above matter.

All sworn claims must be filed with us within thirty days from this notice, if not already filed.

VINCENT LAMARRE,
ALFRED LAMBERT,
Joint liquidators.

Offices :

V. Lamarre, 83 Craig West, Montreal.

A. Lambert, Saint Jérôme, P. Q.

Saint-Jérôme, 3rd April, 1918. 1350

AUX ANNONCEURS DANS LA GAZETTE
OFFICIELLE

CEUX qui transmettent des annonces pour être insérées dans la *Gazette Officielle*, voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous :

1. Adresser "Gazette Officielle", Québec.
2. Indiquer le nombre d'insertions.

3. TRANSMETTRE INVARIABLEMENT LE PRIX DE L'ANNONCE AINSI QUE LE PRIX D'UN EXEMPLAIRE DE LA GAZETTE, A TELS QUE DONNÉS PLUS BAS, SI CES CONDITIONS NE SONT PAS REMPLIES L'ANNONCE NE SERA PAS PUBLIÉE.

Tarif des annonces :

Première insertion, 10c par ligne (mesure agate)

Insertions subséquentes, 5c par ligne (mesure agate)

Traduction, 40c par 100 mots.

Gazette Officielle, par exemp., 25c.

Feuilles volantes, 65c par douzaine.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$5. par année, est invariablement payable d'avance, et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils doivent faire une remise en conséquence.

N.-B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante :

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion; et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'imprimeur du Roi,
E.-E. CINQ-MARS.

Hôtel du gouvernement.
Québec, 4 avril 1914.

371

TO ADVERTISERS IN THE OFFICIAL
GAZETTE

PARTIES sending advertisements to be inserted in the *Official Gazette*, will please observe the following rules :

1. Address "The Official Gazette", Quebec.
2. Indicate the number of insertions required.

3. INVARIABLY REMIT THE FEES FOR SUCH ADVERTISEMENTS, TOGETHER WITH THE PRICE OF THE GAZETTE, AS BELOW, OTHERWISE THEY WILL NOT BE INSERTED.

The rates are :

First insertion, 10 cents per line (agate measure.)

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure.)

Translation, 40 cents per 100 words.

Official Gazette, 25 cents per single number.

Slips, 65 cents per dozen.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock, noon, on Thursday, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$5. per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N.-B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning :

The first number is our document number; the second number the *Gazette* number; and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

E.-E. CINQ-MARS,
King's Printer.

Government House.
Quebec, 4th April, 1914.

372

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 14.

Index of the Quebec Official Gazette, No. 14.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—

| | |
|---------------------------------|-----|
| Dme Beaudreault vs Giguère..... | 685 |
| “ Bernier vs Beaudoin..... | 685 |
| “ Charbonneau vs Thouin..... | 684 |
| “ Chrétien vs Boucher..... | 686 |
| “ Desrochers vs Desjardins..... | 684 |
| “ Guilbault vs Schoolcraft..... | 684 |
| “ Huot vs Rodrigue..... | 685 |
| “ Lafrance vs Alluisi..... | 684 |
| “ Laverdière vs Lachance..... | 684 |
| “ Lusignan vs Robillard..... | 685 |
| “ McKenzie vs Breton..... | 685 |
| “ Richard vs Trahan..... | 686 |
| “ Tremblay vs Morin..... | 685 |

ANNONCEURS, AVIS AUX.....

709

AVIS DIVERS :—

L'Imprimerie d'Arthabaska, inc..... 686

BILLS PRIVÉS :—

Chambre des Communes..... 678

COMPAGNIE AUTORISÉE A FAIRE DES AFFAIRES :—

Cement Gun Company, Incorp..... 707

DÉPARTEMENT DU TRÉSOR :—

Ladies Committee of the Princess Patricia's Canadian Light Infantry..... 706
Les Sacs au dos de 1914..... 706
Westmount Soldiers' Wives League..... 682

ERRATA :—

Page 583, 16 mars 1918..... 707
Page 66 du supplément 23 février 1918... 707

FAILLITES—AVIS DE :—

Bisson (Dme), nom. de curateur..... 686
Chapman, dividende..... 708
Chrétien-Zaugg, nom. de curateur..... 686
Duchesneau, dividende..... 708
Grafton & Sons, cession..... 686
La Compagnie Nationale manufacturière de pianos, inc., en liquidation..... 709
Lessard, nom. curateur..... 708
McGowan (succession) dividende..... 708
Trahan, nom. de curateur..... 707
Tremblay, nom. de curateur..... 708

LETTRES PATENTES :—

Kipawa Fibre Coy. Ltd..... 703
La Cie de glace de Cartierville..... 679
Laiterie Ville-Marie, ltée..... 680
La meunerie modèle, ltée..... 681
St-Arnaud Biron & Compagnie, ltée..... 702
The Campbell's Bay Milling Coy. Ltd... 702

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES :—

Club Maisonneuve, incorp..... 682
Great Eastern Paper Coy..... 682

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE :—

Paroisse de Saint-Cyriac..... 683
Société coopérative Saint-Médard-de-Warwick..... 683

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :—

| | |
|---------------------------------|-----|
| Dme Beaudreault vs Giguère..... | 685 |
| “ Bernier vs Beaudoin..... | 685 |
| “ Charbonneau vs Thouin..... | 684 |
| “ Chrétien vs Boucher..... | 686 |
| “ Desrochers vs Desjardins..... | 684 |
| “ Guilbault vs Schoolcraft..... | 684 |
| “ Huot vs Rodrigue..... | 685 |
| “ Lafrance vs Alluisi..... | 684 |
| “ Laverdière vs Lachance..... | 684 |
| “ Lusignan vs Robillard..... | 685 |
| “ McKenzie vs Breton..... | 685 |
| “ Richard vs Trahan..... | 686 |
| “ Tremblay vs Morin..... | 685 |

ADVERTISERS, notice to.....

MISCELLANEOUS NOTICES :—

L'Imprimerie d'Arthabaska, inc..... 686

PRIVATE BILLS :—

House of Commons..... 678

COMPANY LICENSED TO DO BUSINESS :—

Cement Gun Company, Incorp..... 707

TREASURY DEPARTMENT :—

Ladies Committee of the Princess Patricia's Canadian Light Infantry..... 706
Les Sacs au dos de 1914..... 706
Westmount Soldiers' Wives League..... 682

ERRATA :—

Page 583, 16th March, 1918..... 707
Page 56 of the Supplement, 23rd February, 1918..... 707

BANKRUPT NOTICES :—

Bisson (Dme), curator's appt..... 686
Chapman, dividend..... 708
Chrétien-Zaugg, curators' appt..... 686
Duchesneau, dividend..... 708
Grafton & Sons, assignment..... 686
La Compagnie Nationale manufacturière de pianos, inc., liquid. appt..... 709
Lessard, curator's appt..... 708
McGowan (estate) curator's appt..... 708
Trahan curator's appt..... 707
Tremblay, curator's appt..... 708

LETTERS PATENT :—

Kipawa Fibre Coy. Ltd..... 703
La Cie de glace de Cartierville..... 679
Laiterie Ville-Marie, ltée..... 680
La meunerie modèle, ltée..... 681
St Arnaud Biron & Compagnie, ltée..... 702
The Campbell's Bay Milling Coy. Ltd... 702

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT :—

Club Maisonneuve, incorp..... 682
Great Eastern Paper Coy..... 682

DEPARTMENT OF AGRICULTURE :—

Parish of Saint Cyriac..... 683
Société coopérative Saint-Médard-de-Warwick..... 683

| | | | |
|--|-----|--|-----|
| Société coopérative Saint-Albert-de-Warwick..... | 683 | Société coopérative Saint-Albert-de-Warwick..... | 683 |
| Syndicat d'élevage de Saint-Michel..... | 683 | Syndicat d'élevage de Saint-Michel..... | 683 |
| NOMINATIONS :— | | APPOINTMENTS :— | |
| Cour des Commissaires—Saint-Jean-Chrysostôme..... | 678 | Commissioners Court: Saint-Jean Chrysostôme..... | 678 |
| Cour des Commissaires :—Saint-Mathias-de Cabano..... | 678 | Commissioners Court : Saint Mathias de Cabano..... | 678 |
| Juges de paix: Arthabaska, Trois-Rivières, Montréal, Ottawa, Saint-François, Québec..... | 677 | Justices of the peace : Arthabaska, Three Rivers, Montreal, Ottawa, Saint Francis, Quebec..... | 677 |
| Percepteur du revenu :— District de Montréal..... | 677 | Collector of Revenue :— District of Montreal..... | 677 |
| VENTE D'EFFETS NON RÉCLAMÉS :— | | SALE OF UNCLAIMED SHIPMENTS :— | |
| Canadian, American & National Express Companies..... | 687 | Canadian, American & National Express Companies..... | 687 |
| VENTES PAR LICITATION :— | | SALES BY LICITATION :— | |
| Cameron (Dme) <i>et vir</i> vs Cameron <i>et al.</i> ... | 689 | Cameron (Dme) <i>et vir</i> vs Cameron <i>et al.</i> ... | 689 |
| Champagne <i>et al</i> vs Dme Champagne <i>et uxor.</i> | 687 | Champagne <i>et al</i> vs Dme Champagne <i>et uxor.</i> | 687 |
| VENTES PAR LES SHÉRIFS :— | | SHERIFFS' SALES :— | |
| IBERVILLE :— | | IBERVILLE :— | |
| Lemieux vs Trahan..... | 690 | Lemieux vs Trahan..... | 690 |
| JOLIETTE :— | | JOLIETTE :— | |
| Campbell vs Dme Desrochers <i>et al.</i> | 691 | Campbell vs Dme Desrochers <i>et al.</i> | 691 |
| MONTMAGNY :— | | MONTMAGNY :— | |
| La Banque Nationale vs Bolduc..... | 701 | La Banque Nationale vs Bolduc..... | 701 |
| MONTRÉAL :— | | MONTREAL :— | |
| Bastien vs Dme Brennan..... | 696 | Bastien vs Dme Brennan..... | 696 |
| Bradley vs Cyr <i>et al.</i> | 694 | Bradley vs Cyr <i>et al.</i> | 694 |
| Delorimier <i>et al</i> vs Recollet Land Coy., Ltd | 692 | Delorimier <i>et al</i> vs Recollet Land Coy., Ltd | 694 |
| Dugas vs D'Ambrosio..... | 697 | Dugas vs D'Ambrosio..... | 697 |
| La Cie Equitable d'assurance contre le feu vs Charlebois..... | 695 | The Equitable Montreal Fire Insurance Coy vs Charlebois..... | 695 |
| Parent <i>et al</i> vs Charron <i>et al.</i> | 695 | Parent <i>et al</i> vs Charron <i>et al.</i> | 691 |
| Pepin vs Sauriol <i>et al.</i> | 691 | Pepin vs Sauriol <i>et al.</i> | 691 |
| Murphy vs Kelz <i>èsq.</i> | 696 | Murphy vs Kelz <i>èsq.</i> | 696 |
| Navert <i>et al</i> vs Westwark Realities, Ltd... | 695 | Navert <i>et al</i> vs Westwark Realities, Ltd... | 695 |
| Roux <i>et al</i> vs Bourdeau <i>et al'</i> | 697 | Roux <i>et al</i> vs Bourdeau <i>et al'</i> | 697 |
| Ruel vs Dme Durand..... | 693 | Ruel vs Dme Durand..... | 693 |
| The Trust & Loan Company of Canada vs Jutras..... | 696 | The Trust & Loan Company of Canada vs Jutras..... | 696 |
| PONTIAC :— | | PONTIAC :— | |
| Barry vs Lapierre..... | 699 | Barry vs Lapierre..... | 699 |
| QUÉBEC :— | | QUEBEC :— | |
| Bilodeau vs Dme Cotter..... | 699 | Bilodeau vs Dme Cotter..... | 699 |
| SAINT-HYACINTHE :— | | SAINT-HYACINTHE :— | |
| Charbonneau vs Gauthier..... | 700 | Charbonneau vs Gauthier..... | 700 |
| TERREBONNE :— | | TERREBONNE :— | |
| Bédard vs Howell..... | 701 | Bédard vs Howell..... | 701 |
| Lefebvre vs Dehertogh..... | 700 | Lefebvre vs Dehertogh..... | 700 |

